Le Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales

Premier Rapport d'avancement semestriel du programme de DGM

Couvrant la période allant du 1er juillet 2015 au 31 décembre 2015

Préparé par Conservation International, en tant qu'Agence d'exécution internationale du Projet mondial du DGM, pour le compte du Comité de pilotage international du DGM, à l'intention de la Banque et du Sous-comité du Programme d'investissement pour la forêt des Fonds d'investissement climatiques.

Le 15 mars 2016

Contact :

Johnson Cerda
Directeur de l'Agence d'exécution internationale du DGM
Conservation International
2011 Crystal Drive, Suite 500
Arlington, VA 22202, États-Unis
Téléphone : +1 (703) 341-2439
E-mail : jcerda@conservation.org

Liste des abréviations

AIDESEP	*La Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* - Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne
AMAN	*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara* - Alliance des populations autochtones de l'archipel
CCA/NM	*Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas* - Centre d'agriculture alternative du nord de Minas
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CI	Conservation International
CIF	Fonds d'investissements climatiques
COMIFAC	Commission des forêts d'Afrique centrale
CONAP	*Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú* - Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou
COP	Conférence des Parties (à la CCNUCC)
DGM	Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales
DKN	*Dewan Kehutanan Nasional* Chambre des communautés du Conseil forestier national
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIMI	*Foro Internacional de Mujeres Indigenas* - Forum international des femmes autochtones
FIP	Programme d'investissement pour la forêt (des Fonds d'investissement climatiques)
FUNAI	Fundação Nacional do Índio - Fondation nationale de l'Indien
GEA	Agence d'exécution internationale (du Projet mondial du DGM)
GSC	Comité de pilotage international (du DGM)
MPIDO	*Mainyoito Pastoralists Integrated Development Organization* - Organisation pour le développement intégré des pasteurs Mainyoito
NEA	Agence d'exécution nationale (des Projets nationaux du DGM)
NICFI	Initiative internationale pour le climat et les forêts du gouvernement norvégien

NORAD	Agence norvégienne de coopération pour le développement
NSC	Comité de pilotage national (des Projets nationaux du DGM)
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
OSCST	Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
PAPL	Peuples autochtones et populations locales
PMF FEM	Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
REDD+	Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts-Plus
REPALEF	Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes forestiers en RDC
SIG	Système d'information géographique
TDR	Termes de référence
TTL	Chef d'équipe de projet (Banque mondiale)
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
UNFPII	Instance permanente de l'ONU sur les questions autochtones
WWF	Fonds mondial pour la nature (*World Wildlife Fund*)

Table des matières

_Toc448158887

Partie I : Introduction et présentation générale 1

1. Introduction du rapport 1

1.1. Présentation générale du DGM 1

Partie II : Synthèse sur l'avancement du DGM 4

2. Synthèse de la mise en œuvre de l'ensemble du DGM 4

2.1. Situation actuelle des Projets du DGM 5

2.2. Activités de mise en œuvre du DGM au cours de la période 7

3. Enseignements tirés, problèmes et opportunités 11

4. Aperçu des prochaines activités 12

5. Rapports sur les indicateurs 14

5.1. Indicateurs communs pour les Projets nationaux 14

5.2. Indicateurs du Projet mondial 16

Partie III : Progrès réalisés par Projet DGM 18

6. Brésil 18

6.1. Présentation générale du projet du DGM Brésil 19

6.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet 20

6.3. Activités de mise en œuvre au cours de la période 20

6.4. Difficultés et problèmes rencontrés 21

6.5. Prochaines activités 22

7. Pérou 22

7.1. Présentation générale du Projet Saweto du DGM Pérou 22

7.2. Mise en place du NSC, de la NEA et approbation du projet 23

7.3. Mise en œuvre au cours de la période 24

7.4. Prochaines activités 25

7.5. Enseignements tirés et succès 25

7.6. Difficultés et problèmes rencontrés 26

8. Burkina Faso 26

8.1. Présentation générale du DGM Burkina Faso 26

8.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet 27

8.3. Mise en œuvre au cours de la période 27

8.4. Difficultés et problèmes rencontrés 28

8.5. Prochaines activités 28

9. République démocratique du Congo 28
9.1. Présentation générale 28
9.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet 29
9.3. Mise en œuvre au cours de la période 30
9.4. Difficultés et problèmes rencontrés 30
9.5. Prochaines activités 30
10. Indonésie 31
10.1. Présentation générale 31
10.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet 32
10.3. Mise en œuvre au cours de la période 33
10.4. Difficultés et problèmes rencontrés 34
10.5. Prochaines activités 34
11. Mexique 35
11.1. Présentation générale 35
11.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet 36
11.3. Mise en œuvre au cours de la période 36
11.4. Difficultés et problèmes rencontrés 36
11.5. Prochaines activités 36
12. DGM Ghana 37
12.1. Présentation générale 37
12.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet 37
12.3. Mise en œuvre au cours de la période 38
12.4. Difficultés et problèmes rencontrés 38
12.5. Prochaines activités 39
13. RDP lao 39
14. Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances 39
14.1. Présentation générale du Projet mondial 39
14.2. Mise en place du Projet mondial, du GSC et de la GEA 41
14.3. Mise en œuvre du Projet mondial au cours de la période 42

Partie I : Introduction et présentation générale

1. Introduction du rapport

Ce rapport constitue le premier Rapport semestriel sur l'avancement de la mise en œuvre du Programme complet du Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales (DGM). Le rapport compile des informations provenant de tous les Projets nationaux du DGM et du Projet mondial pour les activités du DGM réalisées entre le 1er juillet et le 31 décembre 2015. Le rapport est divisé en trois parties principales : La Partie I apporte une vue d'ensemble de l'objectif, des modalités de mise en œuvre et de la gouvernance du DGM ; la Partie II résume et récapitule les informations sur l'ensemble des Projets DGM et la Partie III fournit des informations plus détaillées sur l'avancement de la mise en œuvre de chaque projet. Chaque Agence d'exécution nationale (NEA) a fourni à l'Agence d'exécution internationale (GEA) des informations sur la mise en œuvre au cours de la période, et la GEA a compilé et synthétisé ces informations de façon à préparer la Partie III du rapport. La Partie II a été préparée par la GEA sous forme de synthèse de toutes les informations reçues.

Comme précisé dans les parties suivantes, au cours de la période de référence, la plupart des projets DGM en étaient toujours à la phase de préparation et certaines NEA n'étaient pas encore actives. En outre, à ce stade initial de la mise en œuvre, la GEA est en train de travailler avec les NEA pour mettre en place un Plan de suivi et de notification commun pour le DGM, qui comprendra un modèle de rapport pour les indicateurs de résultats communs. La GEA pense parvenir à finaliser le Plan de suivi et de notification du DGM avant la publication du prochain Rapport semestriel.

1.1. Présentation générale du DGM

Objectif

Le Mécanisme spécial de dons (DGM) en faveur des peuples autochtones et des populations locales (PAPL) est une initiative mondiale menée dans le cadre du Programme d'investissement pour la forêt (FIP) des Fonds d'investissement climatiques (CIF). [1]Le DGM fournit un financement de 80 millions USD pour permettre la participation pleine et effective des PAPL à l'effort mondial visant à réduire la déforestation et la dégradation des forêts dans le cadre du mécanisme de Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+). Dans ce but, le DGM dispose de deux

[1] FIP (12 septembre 2013). Cadre de directives opérationnelles, Mécanisme spécial de dons en faveur des peuples autochtones et des populations locales Banque mondiale (26 janvier 2015). Document de programme pour un DGM pour les PAPL incluant la fourniture d'une subvention SCF-FIP à Conservation International pour un Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances. [en ligne sur : http://www.worldbank.org/projects/P128748/fip-grant-mechanism-indigenous-peoples-local-communities?lang=en]

composantes associées, qui sont gérées par les PAPL : 1) Des Projets nationaux individuels dans 14 pays du FIP, et 2) un Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances.[2]

Le DGM bénéficie aux Peuples autochtones et aux populations locales dépendantes de la forêt, collectivement dénommées PAPL dans le programme. Dans le DGM, les PAPL sont bien plus que de simples bénéficiaires ; ce sont aussi les promoteurs du programme et les principaux acteurs de sa conception et de sa mise en œuvre. Sont concernés les PAPL situés dans des pays du FIP, qui participent à la gouvernance des Composantes nationales et mondiale du DGM et qui mettent en œuvre ou participent aux activités des Projets nationaux du DGM, et les PAPL dans les pays du FIP et les pays non membres du FIP, qui participent aux activités du Projet mondial.

Attribution de fonds du FIP

Le Sous-comité du FIP a approuvé le Document de conception du DGM et l'attribution de 50 millions USD pour des allocations de fonds indicatives du DGM au Brésil, au Burkina Faso, en République démocratique du Congo (RDC), au Ghana, en Indonésie, en RDP lao, au Mexique et au Pérou, ainsi qu'une allocation pour le Projet mondial en octobre 2011.

En mai 2015, le Sous-comité du FIP a convenu de mettre à disposition 30 millions USD pour la mise en œuvre du DGM dans six nouveaux pays pilotes (en intégrant les composantes mondiale et nationales), à savoir la Côte d'Ivoire, l'Équateur, le Guatemala, le Mozambique, la République du Congo et le Népal. Les allocations de fonds ont été approuvées le 24 août 2015.

Modalités de mise en œuvre

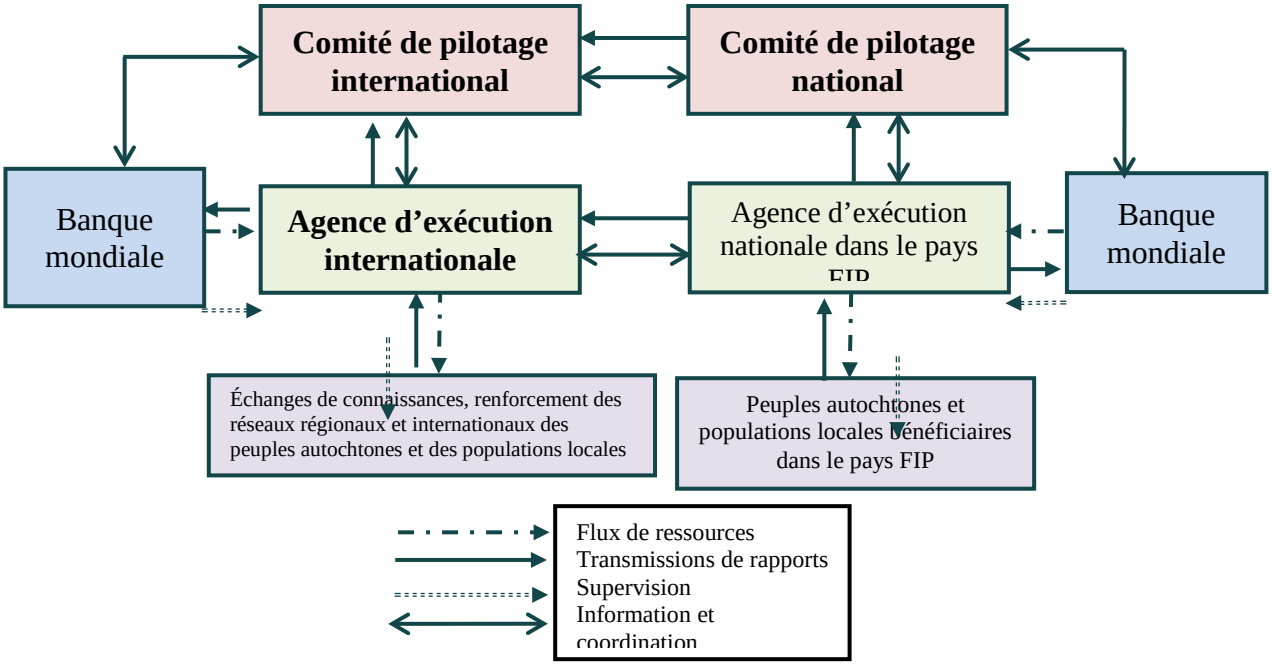
Les représentants des peuples autochtones et des populations locales gèrent le DGM au travers de Comités de pilotage créés aux niveaux national et mondial. Les Comités de pilotage nationaux (NSC) supervisent la mise en œuvre du DGM dans leurs propres pays. Le Comité de pilotage international (GSC) exerce un leadership intellectuel et politique pour le DGM, assure le suivi de la mise en œuvre globale du DGM et supervise le Projet mondial. Les membres des Comités de pilotage sont choisis et la composition globale des comités est définie au travers d'un processus participatif dirigé par les PAPL.

Le GSC comprendra un représentant de PAPL de chaque pays pilote du FIP-DGM et un représentant d'un pays pilote non membre du FIP, qui seront des **membres ayant voix délibérative**. Un autre représentant des PAPL sera choisi comme suppléant du membre sélectionné. Le Directeur de la GEA assume le rôle de secrétaire du GSC, et le chef d'équipe du Projet mondial de la Banque mondiale participe en tant qu'Observateur, tout comme un membre de l'Unité administrative des CIF.

Les décisions des Comités de pilotage sont mises en œuvre par une Agence d'exécution internationale (GEA) pour le Projet mondial et par une Agence d'exécution internationale (NEA) pour les Projets nationaux. La GEA a été sélectionnée au travers d'un processus de mise en concurrence géré par la

Banque mondiale, et les NEA sont sélectionnées par le Comité de pilotage national de leur pays par le biais d'un processus de mise en concurrence pendant la préparation de projet. La Banque mondiale assure le rôle d'agence de mise en œuvre. (Voir la Figure 1 ci-dessous qui représente la structure de gouvernance du DGM).

Figure 1. Institutions intervenant dans la gouvernance et la direction du DGM.



Activités du DGM

Comme indiqué dans le Document de programme du DGM,[3] les activités du DGM entrent dans les catégories suivantes, qui sont adaptées au contexte de chaque pays. Les Projets nationaux du DGM ont deux composantes principales : i) administration et financement des interventions sur le terrain axées sur la demande pour promouvoir la gestion durable des paysages forestiers et des pratiques de subsistance dépendant des forêts, qui renforcent l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques et ii) appui au renforcement des capacités des PAPL en matière de leadership, de gestion et de compétences techniques. En outre, les Projets nationaux planifieront des activités visant à répondre aux besoins en matière de communications, coordination globale du projet, gestion, suivi et notification relatifs au DGM. Pour élargir l'impact du programme, les projets DGM nationaux sont mis en lien avec les réseaux régionaux et internationaux par le biais du Projet mondial d'apprentissage et d'échange de connaissances du DGM, qui assure des activités d'apprentissage partagé, de renforcement des capacités, de plaidoyer et de sensibilisation à l'échelle internationale.

Partie II : Synthèse sur l'avancement du DGM

2. Synthèse de la mise en œuvre de l'ensemble du DGM

Au cours de la période de référence, la mise en œuvre a principalement été axée sur la préparation de projet et la mise en place de structures de gouvernance pour tous les projets DGM. Au cours de la période, seuls le Projet mondial, le projet DGM du Brésil et celui du Pérou ont été déclarés comme entrés en vigueur. Dans cette partie, une synthèse sur la situation de la préparation de projet est fournie pour chaque projet DGM. Les activités de préparation et de mise en œuvre sont résumées pour les projets entrés en vigueur et les activités de préparation de projet sont résumées pour les projets qui en sont encore à la phase de préparation.

Projet DGM au Pérou : Photo du processus de planification et de consultation pour le Projet Saweto entrepris avec les peuples autochtones en 2014 et 2015. Des processus de consultation sont actuellement menés ou prévus dans tous les pays du DGM.

2.1. Situation actuelle des Projets du DGM

Le cycle d'un projet DGM comprend les étapes suivantes : i) mise en place d'un Comité de pilotage national représentatif au travers de consultations avec les PAPL dans chaque pays du FIP concerné ; ii) élaboration et approbation du Concept de projet national ; iii) sélection par le Comité de pilotage national d'une Agence d'exécution nationale ; iv) évaluation et approbation du Projet national par le Sous-comité du FIP et le Conseil d'administration de la Banque mondiale et vi) signature d'un accord de don entre la NEA et la Banque mondiale et le respect des éventuelles conditions d'entrée en vigueur du don, notamment la réalisation d'un Manuel des procédures opérationnelles du projet. Les progrès accomplis dans ce processus ont été variables selon les différents pays du DGM, en fonction des contextes spécifiques à chaque pays, et globalement le Programme DGM était à différentes étapes de préparation ou de mise en œuvre au cours de la période de référence.

- Les Projets DGM au Brésil, au Pérou, et le Projet mondial ont été approuvés, déclarés comme entrés en vigueur et ont démarré leur mise en œuvre pendant la période.
- Le Projet DGM du Burkina Faso a été approuvé, mais la signature du don et le lancement du projet ont été reportés en raison d'un changement de gouvernement.
- Les Projets DGM en RDC, en Indonésie et au Mexique en étaient à différents stades de préparation de projet.
- Au Ghana, la priorité pendant la période était accordée à la mise en place du Comité de pilotage national.
- La RDP lao n'a pas rapporté de progrès accomplis pendant la période.
- Les gouvernements de Côte d'Ivoire, d'Équateur, du Guatemala, du Mozambique, de République du Congo et du Népal sont en train de finaliser leurs Plans d'investissement du FIP, qui englobent le DGM.

Le processus de préparation pour chaque projet est décrit plus en détail dans la Partie III de ce rapport. Un récapitulatif de la situation de préparation des projets est également donné dans le Tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1 : Statut de l'approbation des projets DGM au cours de la période de référence allant du 1er juillet au 31 décembre 2015.

Projet DGM	Statut du Comité de pilotage	Statut de l'approbation des projets	Agence d'exécution sélectionnée	Signature de l'Accord de don avec l'Agence d'exécution	Entrée en vigueur du projet
Projet mondial	Mise en place du GSC	Approuvé	Conservation International	Le 31 mars 2015	17 juin 2015
Brésil	Mise en place du NSC	Approuvé	CCA/NM	29 avril 2015	29 juin 2015[4]
Pérou	Mise en place du NSC	Approuvé	WWF Pérou	24 septembre 2015	26 novembre 2015
Burkina Faso	Mise en place du NSC	Approuvé	UICN Burkina Faso	Octobre 2015	-
RDC	Mise en place du NSC	En cours d'évaluation	Caritas Congo	Pas encore signé	-
Indonésie	Mise en place du NSC	Concept approuvé, en préparation	Samdhana Institute	Pas encore signé	-
Mexique	Mise en place du NSC	En préparation	Pas encore sélectionné	-	-
Ghana	Sélection des membres du NSC	En préparation	Pas encore sélectionné	-	-
Cote d'Ivoire, Mozambique, République du Congo	Mise en place du comité intérimaire	Mise en place du processus de préparation	Pas encore sélectionné	-	-
Équateur, Guatemala Népal	Activités de préparation préliminaires en cours	-	-	-	-

[4]Il y a eu un report de juin à novembre pour permettre au gouvernement du Brésil de formaliser le NSC.

2.2. Activités de mise en œuvre du DGM au cours de la période

2.2.1. Activités de mise en œuvre de projets DGM entrés en vigueur (Brésil, Pérou et Projet mondial)

Au cours de la période, les projets du Brésil, du Pérou et le Projet mondial étaient entrés en vigueur. Les activités de l'ensemble des trois projets étaient fortement axées sur les préparatifs pour les activités de mise en œuvre qui doivent démarrer au cours de prochaine période de référence. Les activités sont résumées ci-dessous.

Réunions du Comité de pilotage

Les agences d'exécution ont fourni d'importants services de secrétariat aux Comités de pilotage du DGM pendant la période. Ces services ont porté sur la préparation des stratégies de projet, des plans de travail et des activités détaillées visant à l'obtention des résultats attendus du DGM.

- 1ère Réunion annuelle du GSC à Bali, en Indonésie, juillet 2015 - La GEA a organisé la réunion et présenté la Stratégie sur cinq ans du Projet mondial et le Plan de travail et budget pour la première année, qui décrivaient les activités du Projet mondial. Les deux documents ont été approuvés par le GSC.
- Reconnaissance du NSC par le gouvernement brésilien - Le NSC du DGM au Brésil a été officiellement reconnu par les ministères de l'Environnement et de la Justice du pays, et sa composition a été finalisée le 30 novembre 2015. Pendant la période, la NEA, à savoir le Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas (CCNA/NM), a réalisé le travail de préparation pour la 1ère Réunion annuelle du NSC du Brésil, qui s'est tenue au début de la période suivante, le 13 janvier 2016. Différents documents ont été examinés au cours de la réunion, parmi lesquels un plan de travail pour les activités et les procédures d'attribution de sous-projets financés par des dons.
- Le NSC du Pérou s'est réuni deux fois pour finaliser les préparatifs de projet - Dans le cadre de la préparation de projet, le NSC péruvien s'est réuni les 8 et 9 octobre et une deuxième fois du 5 au 7 novembre 2015 pour approuver le Manuel opérationnel du DGM Pérou, la Stratégie pour la première année et le Plan de travail.

Événements destinés à la sensibilisation et la diffusion des informations sur le DGM

Un deuxième type d'activité important a concerné le travail de diffusion des informations et de sensibilisation sur le DGM, notamment au cours des événements et activités de lancement à la 21e Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21 de la CCNUCC). Le travail de sensibilisation et de diffusion d'informations visait à informer les

parties prenantes concernées de la conception, de l'objectif et des activités du DGM afin d'inciter les parties prenantes et les partenaires potentiels à participer.

- Lancement du Projet Saweto du DGM Pérou à Lima, en octobre 2015 - L'événement de lancement s'est tenu parallèlement aux réunions annuelles du Groupe Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Le Secrétaire de la GEA au GSC était également présent.
- Trois événements sur le DGM ont été organisés à la COP21 à Paris, en France - En décembre, la GEA a organisé deux événements parallèles, auxquels ont assisté environ 130 personnes au total, et au cours desquelles six membres du GSC ont parlé de la gouvernance et des activités prévues dans le cadre du DGM. Le DGM Pérou a organisé un événement parallèle pour présenter et répondre à des questions sur le Projet Saweto du DGM Pérou.

La Coprésidente du DGM, originaire des Philippines, a assuré une présentation au cours de l'événement parallèle du DGM au Pavillon des Peuples autochtones à la COP21 avec les membres du GSC du DGM du Brésil, de RDC, du Pérou, d'Indonésie et du Burkina Faso.

- Sensibilisation mondiale assurée par la GEA - En plus du financement et de la facilitation de la participation des membres du GSC à la COP21, la GEA a également mené un travail de sensibilisation auprès de partenaires internationaux, parmi lesquels des donateurs et des organisations de peuples autochtones.
- Supports de communication - Le Projet mondial a lancé le site web DGM mondial (Global DGM), le DGM Brésil et le DGM Indonésie ont lancé des sites web nationaux spécifiquement sur le DGM.[5]Le Pérou va lancer un site web au cours de la prochaine période de référence. En outre, le Pérou a créé une brochure et une fiche d'information sur le DGM, et a également réalisé une vidéo qui explique ce qu'est le Projet Saweto du DGM Pérou (https://www.youtube.com/watch?v=OSQyWUmba4E). La GEA a créé une fiche d'information

[5] Projet mondial : www.dgmglobal.org
DGM Brésil : www.dgmbrasil.org.br
DGM Indonésie :http://www.dgmindonesia.org/role.php

de Présentation du DGM et publié deux bulletins d'informations au cours de la période de référence.

Préparation des activités à venir

Cette période de référence a fait intervenir un important travail de planification pour les activités à venir au début 2016 pour les trois projets. Plusieurs de ces activités sont en cours au moment de la rédaction de ce rapport, et feront l'objet d'un compte rendu dans le prochain rapport semestriel.

- Ateliers de diffusion d'informations au Brésil et au Pérou - Au Brésil, trois ateliers régionaux sont prévus pour février et mars 2016 pour présenter le DGM aux parties prenantes. Au Pérou, des ateliers sont prévus avec les populations locales pour janvier et mars pour diffuser des informations et expliquer les Procédures opérationnelles du Projet DGM Pérou.
- Réunion de planification et de coordination des GEA-NEA - La GEA a fait un travail de préparation pendant la période pour accueillir une Réunion de planification et de coordination avec les NEA du DGM existantes : Brésil, Burkina Faso, RDC, Indonésie et Pérou. La réunion s'est tenue à Arlington, en Virginie, aux États-Unis au début de la période de référence suivante, et a abordé de nombreux sujets parmi lesquels celui d'un cadre commun de suivi et de notification pour le programme.

Mise en place du Mécanisme de résolution des différends et de la procédure de traitement des plaintes du DGM

Le Mécanisme de résolution des différends et la procédure de traitement des plaintes du DGM constituent un aspect important de ce programme qui vise à garantir la transparence et la responsabilisation. Il est mis en œuvre par la NEA et le NSC au niveau national pour les bénéficiaires du pays et par la GEA et le GSC au niveau mondial pour les parties prenantes du Projet mondial, ainsi que pour tout différend transmis au GSC par les NSC.

- Mécanisme de résolution des différends du DGM (au niveau mondial) - La GEA a présenté le projet de procédure pour le Mécanisme de résolution des différends au cours de la Première réunion annuelle du GSC pour discussion et approbation par le GSC. Il sera finalisé et lancé sur le site web mondial du DGM au cours de la prochaine période. Le mécanisme a suscité un fort intérêt et des discussions animées entre les membres du GSC au cours de la réunion de Bali en juillet 2015.
- Mécanisme de résolution des différends du DGM (au niveau national) - Le DGM Brésil a reçu l'accord du NSC brésilien pour un Mécanisme de résolution des différends au niveau national et le mécanisme est actif sur le site web du DGM Brésil. Le projet Saweto du DGM Pérou a reçu son approbation et lancera le mécanisme au cours de la prochaine période. Le mécanisme a aussi suscité un vif intérêt parmi les NEA au cours de la Réunion de planification et de coordination, en janvier 2016.

2.2.2. Activités de mise en œuvre des Projets DGM en cours de préparation (Indonésie, RDC, Mexique, Ghana, RDP lao)

Mise en place des Comités de pilotage nationaux, des Agences d'exécution nationales et des Projets

Comme mentionné ci-dessus, le processus visant à mettre en place un organisme représentatif des PAPL pour diriger le Projet est au cœur de la conception du DGM, et le processus progresse à des rythmes différents en fonction du contexte de chaque pays. En outre, les Comités de pilotage de chaque pays mettent en place des éléments du projet dans le cadre global du DGM en fonction du contexte national. Un certain nombre de ces activités ont été lancées au cours de la période dans les projets nationaux suivants :

- Burkina Faso – Avant la période à laquelle le NSC a été mis en place, l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) Burkina Faso a été sélectionnée comme NEA, et la préparation du projet a démarré. Au cours de la période de référence, la Banque mondiale a terminé son évaluation et le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le Projet le 16 septembre 2015. Un accord de don a été signé avec l'UICN Burkina Faso le 15 octobre 2015, et le projet est entré en vigueur en novembre. Suite à un retard de deux mois entraîné par la situation politique, le lancement du projet est prévu pour mars 2016.

- République démocratique du Congo - La composition et les membres du NSC ont été déterminés avant la période. Des activités de préparation de projet ont été entreprises au cours de la période et la Banque mondiale a approuvé le Concept de projet en décembre 2015. En outre, Caritas Congo a été sélectionné comme NEA en octobre 2015. La finalisation de l'évaluation et la soumission au Conseil d'administration de la Banque mondiale sont prévus au cours de la prochaine période, et elles seront suivies par les étapes nécessaires à l'entrée en vigueur en cas d'approbation.

- Indonésie - Le NSC indonésien a été créé avant la période de référence. La sélection de l'Institut Samdhana comme NEA a été officiellement annoncée au début de la période. Samdhana a élaboré une proposition décrivant les travaux à effectuer pour la phase de préparation allant de juillet à décembre 2015, et les activités de préparation ont été menées au cours de la période. Dans le cadre de la préparation, Samdhana a organisé une réunion du NSC du 4 au 7 août à Prana Dewi, à Bali, et une seconde réunion du 1er au 6 octobre. Les résultats des réunions ont servi de base au projet et la Banque mondiale a approuvé le Concept de projet le 24 novembre 2015. Ces préparatifs se poursuivront au cours de la prochaine période.

- Mexique - La composition et les membres du NSC ont été décidés avant le début de la période de référence. Le processus de préparation du Concept de projet, du Règlement intérieur pour le NSC

et des Directives opérationnelles était en cours pendant la période. Ces activités se poursuivront au cours de la prochaine période de référence.

- Ghana – Au début de la période, le NSC du DGM Ghana n'était pas encore créé. Au cours de la période, la Banque mondiale a engagé un consultant pour organiser des réunions des parties prenantes visant à déterminer la composition et les membres du NSC du Ghana entre octobre et décembre. Le NSC a été mis en place au début de la prochaine période en février 2016.
- En RDP lao, en l'absence d'un processus de préparation de projet ou de la création d'un NSC, il n'y a pas actuellement d'avancées à signaler.

3. Enseignements tirés, problèmes et opportunités

La mise en œuvre du DGM dans la Composante nationale a jusqu'à présent été centrée sur le lancement d'un processus de consultation unique et étendu visant à s'assurer que la gouvernance du DGM est maîtrisée par les PAPL et leurs représentants.

- Le processus participatif visant à mettre en place le NSC, sélectionner une NEA et définir les paramètres opérationnels du Projet national est long mais constitue un investissement nécessaire et précieux pour la stabilité globale du programme et son appropriation par les PAPL. L'engagement des parties prenantes a été très dynamique, ce qui a contribué à l'efficacité de ce processus. À mesure que les nouveaux pays du FIP progressent, les enseignements préliminaires tirés de l'établissement des structures de gouvernance du DGM sont partagés et adaptés aux différents Projets nationaux du DGM.
- La conception organisationnelle du DGM offre un large éventail d'approches parmi les différents pays du DGM au sein du cadre global convenu, qui répondent aux besoins complexes d'une gestion de projet dirigée par les PAPL. Les différentes approches de mise en œuvre reflètent la diversité des choix de conception faits dans le cadre des objectifs programmatiques communs. Le déploiement à venir de ces choix organisationnels, réalisé tout en maintenant ou en travaillant dans un ensemble commun de principes, constituera une force du DGM, mais exigera aussi des approches souples et créatives pour assurer le suivi, la notification et la communication sur les impacts et les résultats de façon à également tenir compte des approches et des contextes nationaux.
- Le programme du DGM comprend un certain nombre d'organismes de mise en œuvre, et la coordination entre les différents responsables de la mise en œuvre sera fondamentale pour valoriser les réalisations au niveau national et élargir le succès du DGM au niveau mondial. La GEA travaille à mettre en place un plan de suivi et de notification commun ainsi que des messages

de communication coordonnés afin de faire connaître les résultats du DGM et leur signification aux populations dépendantes de la forêt.

- L'ajout de six nouveaux pays pilotes par le FIP en mai 2015 va permettre d'élargir et de renforcer le DGM. Avec l'augmentation du nombre de pays du DGM, le maintien d'une représentation inclusive et transparente au sein du GSC de nombreux pays à différents stades de préparation de projet, et une gestion efficace des ressources pour les réunions et les autres moyens de prise de décision devront être gérés avec soin par le GSC avec l'aide de la GEA.
- L'année qui a conduit à l'accord de la COP21 de Paris et à l'inclusion de REDD+ dans l'accord lui-même a fait ressortir les opportunités croissantes de sensibilisation et de partenariats entre les membres du DGM et les financeurs bilatéraux et multilatéraux intéressés par l'expansion des mécanismes d'accès direct aux financements de la lutte contre le changement climatique. L'évolution du paysage du financement de la lutte contre le changement climatique présente de nouvelles options stimulantes en matière de mobilisation susceptibles de permettre au GSC de consolider le soutien et de faire connaître les réalisations du DGM.

4. Aperçu des prochaines activités

La période de référence actuelle comprend un certain nombre d'activités de planification et de préparation pour le DGM et, au cours de la prochaine période de référence, qui s'étend du 1er janvier au 30 juin 2016, un certain nombre d'activités de mise en œuvre seront entreprises dans les différents Projets DGM :

- 2e Réunion du Comité de pilotage international du DGM - La GEA organise la 2e Réunion annuelle du GSC à Kinshasa, en RDC, du 25 au 28 avril 2016. Les principaux thèmes couverts comprendront le contenu des Formations régionales, le Plan de travail et budget pour la 2e année et le Plan commun de suivi et de notification du DGM.
- Sélection de sous-projets financés par des dons nationaux au Brésil et au Pérou - Le Brésil et le Pérou démarreront le processus d'annonce, de réception, d'examen et de demande d'approbation au NSC pour le premier appel à propositions de sous-projets dans le cadre du Projet. Les Projets du Brésil et du Pérou visent tous les deux à finaliser la première vague de bénéficiaires avant la fin de la prochaine période de référence.
- Formation régionale du Projet mondial en Afrique - La GEA organisera la première des trois formations régionales annuelles pour les PAPL sur les sujets politiques et techniques relatifs à REDD+ au Burkina Faso en juin 2016.
- Lancement du Projet au Burkina Faso - Suite à un report de deux mois dû à un changement de gouvernement, le NSC du DGM au Burkina Faso compte lancer un événement en mars 2016, coordonné par la NEA, l'UICN-Burkina Faso et la Banque mondiale.

- Approbation et lancement du projet en RDC - Le Document d'évaluation de projet du DGM en RDC sera examiné par le Conseil d'administration de la Banque mondiale au cours de la prochaine période, et la NEA, à savoir Caritas Congo, entreprend actuellement des travaux de préparation visant à finaliser l'accord de don et à lancer les activités après son approbation et son entrée en vigueur.
- Sélection de la NEA au Ghana et au Mexique - Le NSC du DGM Mexique organise actuellement des réunions avec les parties prenantes pour mettre en place le Projet du Mexique et définira le processus de sélection d'une NEA. Au Ghana, le NSC s'est réuni pour la première fois en février et envisage de sélectionner la NEA au cours de la prochaine période.
- Le DGM Brésil prévoit une visite d'échange de connaissances avec le DGM Mozambique en mai 2016.

5. Rapports sur les indicateurs

Le Document de programme DGM comprend cinq indicateurs communs qui doivent faire l'objet d'un suivi et être regroupés dans l'ensemble des Projets nationaux du DGM. En outre, le Projet mondial comprend trois indicateurs relatifs à ses activités de partage des connaissances et des apprentissages. À ce stade initial de mise en œuvre, la GEA est en train d'élaborer le Plan complet de suivi et de notification, qui comprend une méthodologie pour la collecte de données. Les futurs rapports devraient être mis en place en utilisant le Plan approuvé et la méthodologie établie.

5.1. Indicateurs communs pour les Projets nationaux

Objectif du programme DGM	FIP Thèmes proposés par le DGM	Indicateurs communs pour les Projets nationaux du DGM	Objectif	Situation au 31 décembre 2015
Renforcer les capacités des Peuples autochtones et des populations locales (PAPL) à participer au Programme d'investissement pour la forêt et à d'autres programmes	Co-bénéfices en matière de moyens de subsistance Renforcement des capacités	1. Pourcentage de sous-projets qui se sont achevés avec succès et ont atteint des objectifs cohérents avec ceux du FIP.	75 %	• L'appel à propositions et la sélection des sous-projets commenceront au Brésil et au Pérou au cours de la prochaine période de référence. D'autres pays lanceront le processus à mesure que leurs projets entrent en vigueur.
		2. Populations dans les communautés ciblées vivant dans ou à proximité des forêts, tirant des bénéfices monétaires ou non monétaires accrus des forêts, avec répartition par sexe (nombre) (CSI Foresterie)	Suivi en cours	• La méthodologie pour cet indicateur sera élaborée au cours de la prochaine période de référence en consultation avec les NEA pour s'assurer que les sous-projets assurent le suivi de ces données une fois que leur mise en œuvre commence.

REDD+ aux niveaux local, national et mondial.	Renforcement des capacités	3. Pourcentage de participants dans les activités de renforcement des capacités ayant un rôle accru dans le FIP et d'autres processus REDD+ au niveau local, national et mondial.	75 %	• La méthodologie pour cet indicateur sera élaborée au cours de la prochaine période de référence en consultation avec les NEA.
	Gouvernance	4. Pourcentage des différends enregistrés liés à la réalisation des bénéfices de projet qui sont actuellement traités (CSI Participation et engagement civique)	100 %	• Le mécanisme est approuvé pour le Projet mondial, le Brésil et le Pérou. Il est lancé au Brésil et sera lancé pour le Projet mondial et le Pérou au cours de la prochaine période. À mesure que des projets nationaux supplémentaires entreront en vigueur, ils lanceront également le mécanisme.
		5. Pourcentage des parties prenantes au DGM qui perçoivent la gouvernance et les processus du DGM comme transparents et inclusifs.	Suivi en cours	• La méthodologie pour cet indicateur sera élaborée au cours de la prochaine période de référence en consultation avec les NEA.

5.2. Indicateurs du Projet mondial

Objectif de développement du Projet mondial	Thèmes du FIP proposés par le DGM	Indicateur	Objectif	Situation au 31 décembre 2015
Renforcer les capacités des PAPL à participer au FIP et à d'autres programmes REDD+ au niveau local, national et mondial.	Renforcement des capacités	Nombre de produits d'information élaborés par les bénéficiaires de dons du DGM et/ou les bénéficiaires dans les pays pilotes présentés au cours des événements d'échange de connaissances au niveau régional et/ou mondial.	Suivi en cours	• 6 membres du GSC ont partagé leur expérience dans la mise en place des organes de gouvernance et des activités de projet du DGM au cours de la COP21 au travers de deux événements parallèles du DGM. • Les dons secondaires du DGM en faveur des Projets nationaux commenceront au cours de la deuxième année et les événements de partage des connaissances à l'échelle mondiale seront pleinement lancés au cours de la 2e année.
		Pourcentage des participants aux activités d'apprentissage et de partage des connaissances appartenant aux programmes REDD+ et à des pays autres que les pays pilotes du FIP.	Suivi en cours	• Environ 130 participants ont assisté aux deux événements parallèles du DGM à la COP21. • Le premier événement d'échange de connaissances est prévu pour être mené en Afrique à la fin de la prochaine période. Des représentants des PAPL de pays membres et non membres du FIP seront invités à y participer.
		Nombre d'activités/alliances créées grâce à la plate-forme mondiale intégrant un rôle de	Suivi en	• Les membres du GSC ont été actifs dans d'autres instances, comme le Forum international des

		leadership des PAPL.	cours	peuples autochtones sur les changements climatiques et le Comité de pilotage international des peuples autochtones sur les changements climatiques. • La GEA a pris contact avec des partenaires potentiels comme le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation pour le développement intégré des pasteurs *Mainyoito* (MPIDO), *Sotz'il* et le Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial des Nations-Unies (PMF FEM PNUD) pour travailler sur les synergies possibles.

Partie III : Progrès réalisés par Projet DGM

La Partie III du Rapport semestriel sur l'ensemble du Projet du DGM présente les activités entreprises pendant la période, ventilées par Projet DGM, incluant les Projets nationaux et le Projet mondial. Les informations pour chaque projet ont été soumises par la NEA concernée à la GEA et celle-ci en a résumé le contenu. Les NEA en RDC et en Indonésie ont été sélectionnées au cours de cette période mais elles n'avaient pas signé d'accord de don. Elles ont toutefois pu contribuer au rapport. Pour le Ghana et le Mexique, la GEA a utilisé des informations collectées tout au long de la période auprès des chefs d'équipe de projet nationaux de la Banque mondiale et des Observateurs du GSC. Pour le Brésil, le Pérou et le Burkina Faso, les NEA ont eu la possibilité de transmettre des informations.

6. Brésil

DGM Brésil : Photo d'un échange avec la population autochtone Xakriabá, à São João das Missões, dans l'État du Minas Gerais, organisé pendant la réunion du NSC le 15 janvier 2016.

6.1. Présentation générale du projet du DGM Brésil

Contexte

Le DGM Brésil investit des ressources dans le Biome de Cerrado, un point chaud de biodiversité et un important système hydrologique à l'échelle régionale et continentale. Malgré son importance environnementale, le Cerrado est actuellement soumis à une déforestation soutenue et à une forte dégradation de l'environnement, qui s'accompagnent de feux de forêt, de changements d'utilisation des terres et d'une intensification des activités agricoles, et le biome est considéré comme étant insuffisamment protégé.

Dans le Cerrado vivent 41 peuples autochtones et une multitude de communautés traditionnelles, parmi lesquelles des communautés marrons (Quilombola), des populations extractivistes, des communautés d'agriculteurs et de pasteurs qui dépendent des forêts et assurent le rôle de gardiens des ressources naturelles restantes du Cerrado. Le DGM Brésil travaille avec ces communautés[6] et leurs représentants pour la réalisation de sous-projets financés par des dons pour des initiatives qui favorisent le développement durable et l'adaptation, et pour assurer un renforcement des capacités sur les sujets liés à REDD+ et un renforcement institutionnel.

Objectifs

Le DGM Brésil vise à « i) renforcer l'implication des peuples autochtones et des communautés traditionnelles du Biome de Cerrado dans le FIP, REDD+ et des programmes similaires axés sur les changements climatiques aux niveaux local, national et mondial, et ii) contribuer à améliorer les moyens de subsistance, l'utilisation des terres et la gestion durable des forêts dans leurs territoires. »

Le Projet DGM Brésil comporte trois composantes :

- Dons secondaires pour les initiatives des PAPL sur le développement durable et l'adaptation avec trois types de dons secondaires : i) gestion des ressources naturelles ; ii) réponses aux menaces immédiates et iii) promotion d'une production axée sur le marché.
- Renforcement des capacités et renforcement institutionnel pour les organisations représentant les PAPL dans le Cerrado, incluant : i) formation sur les principaux domaines thématiques, tels que REDD+, le Programme d'investissement pour la forêt, la gestion des ressources naturelles, la foresterie, la biodiversité et la politique sur les changements climatiques et ii) formation technique et formation à la gestion.

[6]Dans le DGM Brésil, ces populations sont collectivement appelées peuples autochtones et communautés traditionnelles.

- Gestion, communications, suivi et évaluation pour le projet, incluant : services de secrétariat fournis au NSC du Brésil, gestion de projet, suivi, notification et évaluation, maintien du mécanisme de résolution des différends et supervision des dons secondaires.

6.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet

Un colloque avec des représentants des PAPL a été organisé en 2014 pour définir la conception du projet, la composition du NSC et les Termes de référence pour sélectionner la NEA. Le NSC du DGM Brésil a été mis en place en octobre 2014, et officiellement reconnu comme une entité légale par le ministère de l'Environnement et le ministère de la Justice du gouvernement du Brésil le 29 septembre 2015. La composition finale du NSC prévoit 9 membres : 3 représentants des peuples autochtones ; 1 représentant des communautés Quilombola ; 2 représentants des communautés traditionnelles et 3 membres du gouvernement. La participation des représentants du gouvernement au sein du NSC a été considérée comme une façon de renforcer la capacité du DGM à parvenir à des résultats positifs en tirant parti de la capacité d'organisation et d'analyse du gouvernement, de la portée de son réseau social et de la possibilité de déployer ou reproduire à plus grande échelle les activités innovantes du DGM. La représentation gouvernementale compte un représentant nommé par le ministère de l'Environnement, un représentant nommé par la Fundação Nacional do Índio (FUNAI – Fondation nationale de l'Indien) et un représentant du Comité exécutif du Plan d'investissement pour le Brésil. Des suppléants ont également été approuvés pour les peuples autochtones et les communautés traditionnelles/marrons. La Banque mondiale a un poste d'observateur au sein du NSC.

Avant la période de référence, en janvier 2015, le *Centro de Agricultura Alternativa do Norte de Minas* (CCA/NM) a été sélectionné pour remplir la fonction de NEA. Avant la période de référence, la Banque mondiale a également terminé le processus d'évaluation et le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le Projet le 3 septembre 2015. L'accord de don avec le CCA/NM a été signé et le Projet du Brésil est entré en vigueur le 29 juin 2015.

6.3. Activités de mise en œuvre au cours de la période

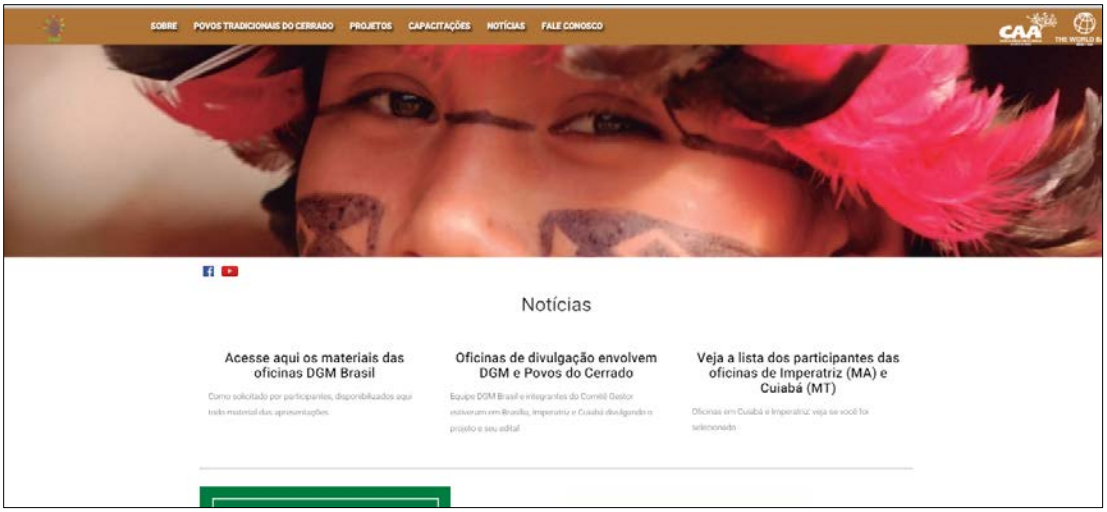
Pendant la période de référence, les activités au Brésil ont été axées sur les étapes de préparation pour jeter les bases de la mise en œuvre du projet. Les activités ont porté sur les questions suivantes :

- Le Cadre de gestion environnementale et sociale - Le cadre a été mis en place avec la NEA (CAA/NM), un consultant externe et la Banque mondiale. Il a été soumis en décembre 2014 au NSC du DGM et approuvé.

- Le Mécanisme de résolution des différends - Le mécanisme a été mis en place conformément aux Directives opérationnelles du DGM et est actuellement disponible sur le site web du DGM Brésil (www.dgmbrasil.org.br). Des plaintes peuvent être déposées en lien avec les décisions et les activités du projet, la NEA, le NSC ou d'autres éléments liés au projet.

- Préparation de la première réunion du NSC - La Première réunion du NSC du Brésil a été organisée au début de la période de référence suivante, en janvier 2016. Les préparatifs pour la réunion ont été accompagnés de l'élaboration d'un certain nombre de documents clés qui ont été présentés pour discussion puis approuvés : statuts, Manuel opérationnel de projet, Plan de travail de la NEA, appel à manifestations d'intérêt pour les sous-projets financés par des dons, protocole pour l'examen et la sélection de bénéficiaires à partir des manifestations d'intérêt et plan de communications.

- Préparation des activités à venir - Les procédures pour la sélection des sous-projets ont été rédigées en prévision de la Réunion du comité de pilotage de janvier. En outre, trois ateliers régionaux ont été planifiés qui feront connaître le DGM et seront axés sur des thèmes de formation différents au début de la prochaine période de référence. Les préparatifs, parmi lesquels les annonces vidéo pour le lancement des appels à propositions pour les dons secondaires, ont été réalisés.



Le DGM Brésil a publié un site web pour présenter les activités menées dans le pays. Vous pouvez le consulter à l'adresse https//: http://www.dgmbrasil.org.br/

6.4. Difficultés et problèmes rencontrés

À ce stade initial de la mise en œuvre, le Projet du DGM Brésil n'a signalé aucune difficulté importante et a remarqué deux problèmes :

- En raison de la longue période de préparation du projet, il y a eu des changements de personnel au sein de la NEA et de nouveaux employés pour le projet ont dû être recrutés et informés de la

situation du projet. Ce problème a été atténué par le réseau de collaborateurs de la NEA, le CAA/NM, qui a facilité le recrutement du personnel de remplacement.

- Le Biome de Cerrado est une vaste zone géographique qui couvre 11 États et différentes langues ainsi que différents niveaux et caractéristiques des organisations PAPL de différents niveaux et différentes caractéristiques. Le CAA/NM compte utiliser les communications et la coordination avec ses partenaires régionaux pour résoudre les difficultés logistiques liées à l'ampleur du champ géographique et culturel couvert.

6.5. Prochaines activités

Le Projet du DGM Brésil va lancer un certain nombre d'activités au cours de la période de référence suivante, qui s'étend du 1er janvier au 30 juin 2016. Les principales activités comprennent :

- La première réunion du Comité de pilotage national s'est tenue en janvier, et fera l'objet d'un compte rendu dans le prochain rapport semestriel.
- Trois ateliers régionaux sont prévus pour février/mars pour faire connaître le DGM : 1) Brasília, Distrito Federal, du 24 au 26 février ; Imperatriz, Maranhão, du 29 février au 2 mars et 3) Cuiabá, Mato Grosso, du 3 au 5 mars.
- La sélection des sous-projets sera lancée pour le premier groupe de 30 sous-projets dans le cadre des trois volets de financement (réponse aux besoins immédiats, gestion des ressources naturelles et accès au marché) devant être reçus par le CAA/NM entre le 25 janvier et le 25 avril. Une présélection des bénéficiaires sera faite au cours d'une réunion spéciale du NSC du 8 au 11 juin, des visites de vérification visant à évaluer les protections et à faire un état des lieux seront menées en juin et juillet, et l'annonce finale des bénéficiaires sera faite le 15 août.
- Un partage des connaissances avec le DGM Mozambique est prévu pour mai 2016. Le DGM Brésil recevra trois membres de l'équipe de planification du DGM Mozambique pour permettre un partage d'expérience afin de faciliter les préparatifs au Mozambique.

7. Pérou

7.1. Présentation générale du Projet Saweto du DGM Pérou

Contexte

L'Amazonie péruvienne compte plus de 73 millions d'hectares de forêt et le Pérou est l'un des 12 « pays mégadivers » de la planète. Près de 15 millions d'hectares de ces paysages essentiels sont possédés ou gérés par quelque 2 250 peuples autochtones qui vivent en Amazonie, même si les droits des peuples autochtones sur la majeure partie de ces terres n'ont pas été légalement reconnus. La déforestation au Pérou génère près de la moitié des émissions de gaz à effet de serre du pays, et le Programme

d'investissement pour la forêt du Pérou a déterminé que l'expansion agricole, les mégaprojets et la construction de routes pour l'exploitation non réglementée du bois d'œuvre étaient les principaux facteurs de la déforestation. Bien que la majeure partie de la déforestation se produise dans des zones sans droits fonciers légalement établis, on observe des taux de déforestation inférieurs dans les réserves territoriales constituées par les terres autochtones et des aires protégées.

Objectifs

Le Projet Saweto du DGM Pérou vise à « aider les peuples autochtones dans un certain nombre de communautés de l'Amazonie péruvienne dans leurs efforts d'amélioration de leurs pratiques de gestion durable des forêts. » Par le biais des deux principales composantes du projet, l'attribution de titres de propriété pour les terres et la gestion communautaire des forêts, le Projet Saweto du DGM Pérou compte apporter une contribution importante à la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts en Amazonie, tout en renforçant les capacités des peuples autochtones à gérer leurs terres et leurs ressources. Le projet comprend une troisième composante liée à la gouvernance et au développement durable, qui couvre la fourniture de services de secrétariat au NSC du Pérou, la fourniture d'une assistance technique aux agences d'exécution locales ainsi qu'un suivi et l'établissement de rapports. Les résultats escomptés pour le projet sont les suivants :

- Reconnaissance et enregistrement de 310 communautés autochtones (peuples autochtones en Amazonie) dans le Registre national des communautés autochtones ;
- Processus d'attribution de titres de propriété à 130 communautés autochtones, qui établit l'emplacement géographique et les limites physiques des terres d'une communauté autochtone et enregistre officiellement le titre auprès d'entités nationales et infranationales ;
- Mise en œuvre de 75 sous-projets d'agroforesterie, de sécurité alimentaire, de production de produits non ligneux, et de produits ligneux à petite échelle par des fédérations et des organisations autochtones situées dans les régions de l'Amazonie.

7.2. Mise en place du NSC, de la NEA et approbation du projet

Le NSC du Saweto du DGM Pérou est composé de cinq membres de chacune des deux organisations nationales de populations autochtones vivant dans la région amazonienne : l'Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne (AIDESEP) et la Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou (CONAP). Le NSC de dix membres ainsi que ses règlements ont été mis en place en 2013. Le Saweto du DGM Pérou est le fruit du travail conjoint du NSC, de la Banque mondiale et de leaders des organisations régionales travaillant dans les zones où le projet sera mis en œuvre. Le Sous-comité du FIP a approuvé le projet le 21 mai 2015 et le Conseil d'administration de la Banque mondiale l'a approuvé le 11 septembre 2015. Le Projet est entré en vigueur le 6 novembre 2015. La NEA, le Fonds mondial pour la nature (World Wildlife Fund) Pérou, a été sélectionnée par le NSC en 2014, et un contrat a été signé entre le WWF Pérou et la Banque mondiale le 24 septembre 2015.

Le NSC au Pérou a défini des modalités de mise en œuvre spécifiques pour le Projet. Des représentants locaux des 18 organisations et fédérations autochtones régionales recevront une assistance technique de la NEA dans la préparation des « principales » propositions de sous-projets. La NEA examinera les propositions avant leur soumission au NSC pour s'assurer qu'elles sont cohérentes avec les principes adoptés. La NEA travaillera directement avec les organisations régionales pour finaliser les propositions et ensuite les soumettre officiellement au NSC pour examen et approbation finale. Le NSC disposera aussi de 2 experts techniques engagés pendant la période d'examen pour s'assurer que les propositions contribuent aux objectifs et aux indicateurs du projet, et sont cohérentes sur le plan technique. Le NSC assurera le suivi des progrès par rapport à l'objectif de parité homme-femme du projet Saweto. Le Projet s'intéresse tout particulièrement aux sous-projets proposés par, ou principalement gérés par des femmes.

7.3. Mise en œuvre au cours de la période

Dans la mesure où le Projet Saweto du DGM Pérou a été approuvé à mi-parcours pendant la période, cette période de référence a vu le démarrage des activités initiales de mise en œuvre qui jetteront les bases du projet. Les activités de préparation doivent se poursuivre jusqu'en juillet 2016 quand des dons secondaires devraient être attribués. Pendant la période, le NSC et la NEA (le WWF Pérou), ont réalisé les activités suivantes :

- Projet Saweto du DGM Pérou : Action pour lutter contre les changements climatiques - L'événement de lancement du Projet Saweto du DGM Pérou s'est tenu à Lima, au Pérou, du 7 au 9 octobre 2015, en parallèle aux réunions annuelles du Groupe Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

- Deux Réunions du Comité de pilotage national - Au cours de la première réunion, du 8 au 9 octobre 2015, les membres ont examiné le Manuel opérationnel du Projet Saweto du DGM Pérou et ont apporté des commentaires. Au cours de la deuxième réunion, qui s'est tenue du 5 au 7 novembre 2015, les membres ont donné leur approbation finale au Manuel opérationnel de projet, et ont convenu de la stratégie pour la première année du Projet et du Plan de travail pour 2016.

- Mécanisme de résolution des différends - Le mécanisme a été approuvé par le NSC suite aux deux réunions. Il est conçu pour s'aligner sur les normes culturelles utilisées par les peuples autochtones pour résoudre les différends, et son développement s'est basé sur le travail d'une société de conseil pour le projet qui intégrait une évaluation socioculturelle pour le Projet Saweto du DGM Pérou. Les critères d'éligibilité, les procédures, les responsabilités et le calendrier ont été définis, et le mécanisme sera activé en 2016.

- Événement parallèle à la COP21 - Un événement parallèle pour le Projet Saweto du DGM Pérou a été organisé au Pavillon du Pérou à la COP21 de Paris, en France, le 8 décembre. Deux panels faisaient partie de cet événement, l'un dans lequel les Peuples autochtones du Pérou ont évoqué

leur participation au DGM et leurs attentes à cet égard, et un deuxième dans lequel des intervenants de la Banque mondiale et du Fonds mondial pour la nature du Pérou, ont parlé de leur soutien au projet. Le Directeur de la GEA du DGM était également présent à l'événement.

- Supports de communication - Deux supports de communication ont été produits, à la fois en anglais et en espagnol : i) un document passionnant sur les bonnes pratiques, qui donne des détails sur le processus de conception du Projet Saweto du DGM Pérou et qui a été diffusé à l'occasion des événements parallèles à la COP21, et ii) une brochure de deux pages qui résume des informations clés. La brochure a été diffusée à la COP21 ainsi qu'auprès de groupes locaux au Pérou.

7.4. Prochaines activités

Le Projet Saweto du DGM Pérou va poursuivre ses activités de préparation en prévision des dons secondaires qui interviendront au cours de la prochaine période de référence. Les activités prévues sont les suivantes :

- Des Ateliers de diffusion d'informations seront organisés entre janvier et mars 2016 avec les 18 organisations responsables de la mise en œuvre (fédérations de peuples autochtones qui servent d'agences d'exécution locales du DGM) pour fournir des informations sur le Manuel opérationnel du Projet Saweto du DGM Pérou.
- La sélection des dons secondaires du projet commencera avec : i) des Assemblées locales organisées par les 18 organisations responsables de la mise en œuvre du projet pour identifier, prioriser et sélectionner les sous-projets pour soumission au NSC en mars et avril, ii) une évaluation et une sélection des dons secondaires en mai et iii) une signature d'accords entre la NEA et les 18 partenaires de mise en œuvre en juin et juillet.
- Un site web sur le Projet Saweto du DGM Pérou sera lancé.
- Le Mécanisme de résolution des différends du Projet Saweto du DGM Pérou sera également lancé.

7.5. Enseignements tirés et succès

La phase de mise en œuvre du Projet Saweto du DGM Pérou n'a pas encore commencé, mais des enseignements utiles peuvent être tirés de la phase de conception :

- Malgré des différences significatives, les parties prenantes à ce processus ont pu travailler ensemble efficacement.
- L'élaboration et la proposition du Projet Saweto du DGM Pérou ont pris plus de temps et d'efforts que prévu par ses parties prenantes. Cependant, les parties prenantes se sont engagées à terminer le travail et ont considéré l'effort comme valable sur le long terme.

- Le processus participatif pour le DGM a obligé des parties prenantes parlant des langues différentes, provenant de cultures différentes et ayant des points de vue et des priorités différentes à travailler ensemble. Le succès dépendait de la volonté des parties prenantes d'établir des ponts entre elles et de communiquer clairement.
- La priorité accordée aux droits fonciers autochtones dans le plan de travail du Projet Saweto du DGM Pérou et le plan d'investissement du FIP (qui est le résultat d'une négociation entre l'AIDESEP et la CONAP avec le gouvernement), s'appuie sur une solide évaluation sociale et elle est considérée comme un premier résultat important.

7.6. Difficultés et problèmes rencontrés

- Un mécanisme innovant pour toutes les parties prenantes participantes. Le DGM Pérou représente une innovation importante dans le financement direct fourni par une banque de développement multilatérale à des peuples autochtones. En tant que tel, il est nouveau pour toutes les organisations participantes, et son élaboration et sa mise en œuvre constituent un processus d'apprentissage qui peut soulever des questions et présenter des difficultés au départ.
- Ressources financières insuffisantes pour atteindre des objectifs ambitieux. Le DGM Pérou exigera une coopération internationale et un soutien financier adéquats pour aboutir à un succès durable dans l'obtention et la reconnaissance des droits fonciers des communautés autochtones amazoniennes.
- La réalisation des objectifs du projet dépendra de la volonté politique. Le DGM Pérou aspire à transformer l'attribution de titres de propriété et à la reconnaissance des droits fonciers des communautés autochtones, qui sont toutes deux du ressort des autorités nationales et régionales. Son succès dépend de la capacité de ces autorités à tenir les engagements légaux et politiques en matière de gouvernance des territoires autochtones.
- De grandes attentes des différents acteurs. Gérer les attentes des différents acteurs et préserver le temps et l'énergie nécessaires pour s'investir aux côtés des communautés qui bénéficieront du DGM Pérou représentent un défi permanent.

8. Burkina Faso

8.1. Présentation générale du DGM Burkina Faso

Contexte

Le Burkina Faso a connu une croissance économique importante au cours des dix dernières années, mais les niveaux persistants de pauvreté restent un défi à relever. Les populations rurales restent largement dépendantes de l'agriculture et continuent de subir des taux de pauvreté plus élevés que les zones urbaines. Les ressources forestières sont essentielles aux moyens de subsistance et à l'économie et, au-

delà des bénéfices en termes de développement local, les paysages présentant différentes utilisations des terres offrent un potentiel important en tant que puits de carbone. On trouve au Burkina Faso à la fois des facteurs directs et indirects de déforestation et de dégradation des zones boisées, parmi lesquels l'expansion des zones d'élevage et des terres agricoles, l'exploitation des produits forestiers, les incendies, l'extraction minière, mais aussi des facteurs économiques et démographiques, comme les pratiques de gestion de terres, la faiblesse des capacités techniques, les problèmes de gouvernance et un faible accès aux marchés. Au Burkina Faso le DGM vise à s'attaquer aux facteurs de déforestation et de la dégradation des forêts en renforçant les capacités techniques et organisationnelles tout en améliorant les débouchés économiques pour les communautés locales. Sous la direction de dirigeants communautaires locaux, le projet sera mis en œuvre dans 12 provinces et 32 communes ciblées classées comme prioritaires dans le plan d'investissement du FIP.[7]

Objectif

L'objectif du Projet est de « renforcer les capacités de communautés locales ciblées, dans des régions ciblées du Burkina Faso, en vue de la participation au FIP et à d'autres programmes REDD+ aux niveaux local, national et mondial ». Pour atteindre cet objectif, le programme est divisé en trois composantes : 1) renforcement des capacités techniques et de gestion et des compétences des communautés locales ; 2) soutien au développement d'activités de gestion des ressources naturelles durables et rentables et 3) coordination, gestion, suivi et évaluation.

8.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet

Au Burkina Faso, un comité de transition a été mis en place pour diriger un processus de consultation entre octobre 2013 et décembre 2014 pour établir le NSC. Le NSC au Burkina Faso est composé de 25 membres : 11 représentants des populations locales, venant des régions FIP ciblées dans le pays et 14 observateurs issus du gouvernement, de la société civile, du secteur privé, des autorités locales (municipalités et régions), de partenaires techniques et financiers (banques de développement multilatérales) et de la NEA. Le Projet DGM Burkina Faso a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 16 septembre 2015. Le Comité de transition a aussi géré le processus de sélection de la NEA, et l'UICN Burkina Faso a été choisi en janvier 2015. Un accord entre l'UICN Burkina Faso et la Banque mondiale a été signé en novembre 2015. À la clôture de la période de référence, le Projet DGM Burkina Faso n'avait pas encore été lancé. L'UICN est en train de finaliser le Manuel opérationnel pour le Projet et a commencé le recrutement du personnel pour la passation de marchés et la préparation de l'atelier de lancement officiel prévu pour les 2-3 mars 2016.

8.3. Mise en œuvre au cours de la période

Les activités menées au cours de la période ont été axées sur la préparation du projet.

[7] Banque mondiale, « Local forest communities support project », (P149434) Document d'information du projet, 3 mars 2015.

8.4. Difficultés et problèmes rencontrés

Les activités du projet ont été reportées de plusieurs mois en raison d'un changement de gouvernement.

8.5. Prochaines activités

- Recrutement du personnel de projet par la NEA
- Soumission du plan de travail annuel à la Banque mondiale pour approbation en janvier
- Préparation de l'atelier de lancement du projet (mars 2016)
- Le Burkina Faso accueillera la première Formation régionale du DGM en Afrique prévue pour juin 2016.

9. République démocratique du Congo

9.1. Présentation générale

Contexte

La République démocratique du Congo (RDC) abrite le plus grand biome d'Afrique sur une surface de 155 millions d'hectares, soit près des deux tiers du territoire national de RDC. Malgré un taux de déforestation relativement faible, la RDC figure parmi les dix premiers pays mondiaux en termes de perte annuelle de couvert forestier, du fait de l'importante surface des forêts du pays (qui représentent la moitié des forêts tropicales du continent africain) et de l'ampleur croissante des activités de déboisement illégales et à grande échelle. Les petites exploitations et les exploitations familiales figurent aussi parmi les principaux facteurs de déforestation et de dégradation des forêts autour des villes et villages de RDC.

Plus de 40 millions de personnes dépendent des forêts de RDC pour leurs moyens de subsistance. En réalisant des investissements importants dans l'amélioration des infrastructures et des capacités énergétiques, le gouvernement a poursuivi une stratégie nationale REDD+ visant à réduire les émissions et à mieux gérer l'utilisation des terres. Le projet d'Appui aux communautés dépendantes de la forêt (Projet national DGM), qui est étroitement aligné sur les domaines prioritaires du Programme d'investissement pour la forêt en RDC, vise à soutenir la gestion durable des forêts par les populations autochtones du pays (quelque 600 000 personnes, parmi lesquelles les Aka, les Twa, les Cwa, les Baka et les Mbuti) et les communautés locales qui vivent dans les zones avoisinant la zone des PA et qui partagent avec elles des traditions, des rituels et des moyens d'existence.[8]

[8] Banque mondiale, Forest Dependent Communities Support Project (P149049), Document d'information de projet, 14 février 2014.

DGM RDC : Les membres du Comité de pilotage national du DGM RDC travaillent ensemble pendant une réunion d'équipe.

Objectifs

Le projet DGM RDC vise à renforcer les capacités et soutenir des initiatives spécifiques des PAPL dans les pays pilotes du FIP afin d'accroître leur participation au FIP et à d'autres processus REDD+ aux niveaux local, national et international. Ces objectifs se retrouvent dans le Projet national qui vise en priorité à (a) développer une représentation légitime et transparente aux niveaux national et provincial pour promouvoir les intérêts des PAPL, en particulier, concernant les titres de propriété et, plus généralement, les droits fonciers et (b) mettre en œuvre des projets pilotes pour sécuriser les droits des PAPL aux terres forestières tout en soutenant des activités de développement alternatives. Le Projet comporte trois composantes :

- Composante 1 : Renforcer la participation des PAPL aux processus de gestion des forêts et des terres liés à REDD+. Cette composante portera sur le renforcement des capacités au niveau national pour faire mieux entendre les voix des PAPL sur les politiques foncières et forestières et renforcer les capacités des PA à participer aux activités de gestion des forêts et des terres.
- Composante 2 : Soutenir la gestion communautaire durable des forêts et des terres. Cette composante portera sur la promotion d'une gestion durable des forêts et des terres par des activités de subsistance alternatives et la promotion de la culture des PAPL, et le renforcement de la position des PAPL pour obtenir la reconnaissance formelle de leurs droits en tant qu'utilisateurs.
- Composante 3 : Renforcer les capacités à mettre en œuvre les activités de développement des PAPL et recueillir les commentaires.

9.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet

En République démocratique du Congo (RDC), le DGM en est encore à la phase de préparation. Le NSC est composé de représentants des 16 territoires qui constituent la zone géographique ciblée par le projet. En outre, huit membres du NSC sont issus des réseaux nationaux, ce qui porte le total des membres à 24. Le NSC a organisé sa première réunion à Kisangani en novembre 2014. Suite à la première réunion du NSC, un Comité de sélection, composé de 7 membres du NSC, a élaboré des Termes de référence pour la NEA et a lancé le processus d'examen des propositions. Caritas Congo a été sélectionné en octobre 2015,

et en novembre une réunion des parties prenantes a été organisée sur trois jours avec la Banque mondiale, Caritas Congo, REPALEF,[9] un réseau national rassemblant la plupart des organisations de PAPL, le NSC et le gouvernement congolais. Huit membres du Comité de pilotage sont issus du REPALEF.

Caritas Congo a participé aux négociations avec la Banque mondiale pour finaliser l'accord de don au début de la période de référence suivante. Caritas démarrera officiellement les opérations en tant que NEA au cours de la prochaine période, et la préparation d'un plan de travail à soumettre au NSC fera partie des activités. Le Document d'évaluation de projet du DGM RDC est actuellement soumis pour approbation par le Conseil d'administration de la Banque mondiale.

9.3. Mise en œuvre au cours de la période

Les activités menées au cours de la période ont été axées sur la préparation du projet.

9.4. Difficultés et problèmes rencontrés

Aucun signalé pendant la période.

9.5. Prochaines activités

- Organisation de l'atelier de validation du plan de passation de marchés du Plan de travail et du Budget annuel 2016 par le Comité de pilotage national (NSC)
- Recrutement d'un expert en mesures de protection
- Acquisition de cinq motos de brousse et 32 vélos
- Animation d'un diagnostic organisationnel des organisations pour aider les peuples et communautés autochtones dans 16 territoires
- La NEA signera un accord de collaboration avec le REPALEF pour le suivi des plaintes
- La RDC accueillera la deuxième réunion annuelle du Comité de pilotage international du DGM à Kinshasa en avril 2016.

[9] Réseau des populations autochtones et locales pour la gestion durable des écosystèmes

10. Indonésie

Le DGM Indonésie a publié un site web pour présenter les activités menées dans le pays. Vous pouvez le consulter à l'adresse : http://www.dgmindonesia.org/

10.1. Présentation générale

Contexte

L'Indonésie est dotée de la troisième plus grande superficie de forêts tropicales au monde - une ressource inestimable pour le pays, qui représente aussi un important puits de carbone et un habitat précieux pour la biodiversité au niveau mondial. L'Indonésie possède environ 94 millions d'hectares de forêts naturelles et plantées et les plus vastes écosystèmes de mangroves et d'herbiers marins au monde. Les forêts indonésiennes sont non seulement un atout national, mais représentent une préoccupation mondiale en raison de la valeur de leur biodiversité et la contribution potentielle qu'elles apportent à la lutte contre les changements climatiques. En Indonésie, les émissions annuelles de gaz à effet de serre (GES) causées par la déforestation, la dégradation des forêts et la décomposition de la tourbe, ont été estimées entre 320 et 430 millions de tonnes d'équivalent dioxyde de carbone (eqCO2) entre 2001 et 2012.[10]

En 2011, environ 32 millions de personnes vivaient sur des terres forestières. Six des

32 millions de personnes vivant dans des régions forestières reculées sont pauvres. La gestion foncière en Indonésie est complexe et crée des obstacles pour les groupes dépendants de la forêt qui cherchent à défendre leurs droits fonciers et leurs moyens d'existence. La cartographie participative des terres

[10] World Bank, Strengthening Rights and Economies of Adat and Local Communities (P156473), Integrated Safeguards Data Sheet, 23 novembre 2015

coutumières est un élément central de la stratégie des PAPL pour le dialogue avec l'*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara* (AMAN, ou l'Alliance des populations autochtones de l'archipel) qui, avec plusieurs autres réseaux et organisations non gouvernementales (ONG), ont été des défenseurs énergiques de l'approche et se sont engagés à cartographier 40 millions d'hectares de terres forestières coutumières d'ici 2020. L'Indonésie a également adopté le concept de compensation financière pour la réduction des émissions causées par la déforestation et la dégradation des forêts (REDD+) afin d'atteindre son objectif de réduction des émissions de GES. Le succès de REDD+ repose sur l'amélioration de la gouvernance des forêts. REDD+ offre aux peuples autochtones (Adat) et aux communautés locales une opportunité supplémentaire de résoudre les problèmes liés aux revendications et aux droits fonciers car l'incertitude sur les droits fonciers est considérée comme un facteur sous-jacent de la déforestation et de la dégradation des forêts. Le projet du DGM Indonésie offre la possibilité de garantir des « titres fonciers communautaires » aux communautés autochtones.

Objectifs

Les objectifs du projet national du DGM Indonésie sont de renforcer la participation des communautés coutumières adat et des communautés locales aux processus de définition des droits sur les terres forestières et d'accroître leur accès à des activités génératrices de revenus basées sur les ressources naturelles.

Le Projet comporte trois composantes :

- Renforcer la sécurité du régime foncier
- Renforcer la capacité des PAPL à améliorer leur bien-être économique
- Gestion de projet, Suivi et évaluation

10.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet

En Indonésie, la Chambre des communautés du Conseil forestier national (DKN - *Dewan Kehutanan Nasional)* a facilité le processus de sélection des membres du Comité de pilotage. Entre mars et juin 2014, sept réunions régionales pour les PAPL ont été organisées pour sélectionner un représentant de chaque région. En outre, deux membres ont été sélectionnés pendant la Réunion nationale pour les femmes autochtones et les communautés locales, portant le nombre total de représentants au NSC à neuf (dont quatre sont des femmes). La première réunion du NSC s'est tenue les 4 et 5 juillet 2014. Le NSC-DGM et la Chambre des communautés de DKN ont convenu que DKN jouerait un rôle informel dans le suivi et l'évaluation du travail du NSC-DGM, et apporterait son assistance au NSC-DGM selon les besoins et sur demande de ce dernier.

Le NSC s'est réuni du 14 au 18 décembre 2014 pour discuter et convenir du processus de sélection de la NEA. Un appel à propositions et un examen des candidatures ont eu lieu entre janvier et juin 2014. L'Institut Samdhana a été sélectionné le 13 juin 2015, et l'annonce formelle a été faite le 19 août 2015. Au

cours de la période de référence actuelle, Samdhana a travaillé avec la Banque mondiale sur des activités de préparation pour le projet et a aussi soumis et reçu une lettre de non-objection du ministère de l'Environnement et des Forêts du gouvernement indonésien le 30 décembre 2015. Les processus de sélection de la NEA et de préparation du projet national ont tous deux été plus longs que prévu, ce qui a retardé la signature du contrat avec la NEA.

10.3. Mise en œuvre au cours de la période

- Samdhana s'est engagé à préfinancer deux réunions du NSC, qui se sont tenues pendant la période. La première, organisée du 4 au 7 août 2015 à Prana Dewi, à Bali, a débattu de la situation actuelle des communautés locales concernées par le projet. La seconde, qui s'est tenue du 1er au 6 octobre 2015, a défini les communautés qui recevront l'appui du DGM et a également intégré une réunion de coordination avec les parties prenantes du DGM. Les résultats de la réunion serviront de base au Document d'évaluation de projet du DGM Indonésie, qui est actuellement préparé par la Banque mondiale.
- Samdhana a participé à la préparation des Termes de référence pour les consultants qui apporteront leur assistance en fournissant des contributions au processus ainsi que pour l'élaboration de documents sur les protections sociales, environnementales et relatives à la parité homme-femme.

Comité de pilotage international du DGM La Première réunion annuelle du GSC s'est tenue à Bali, en Indonésie, du 25 au 27 juillet 2015. Des membres du GSC du Brésil, de République démocratique du Congo, d'Indonésie, du Mexique, du Pérou et des Philippines y ont participé, ainsi que des observateurs des CIF, de la Banque mondiale, du gouvernement norvégien et les Agences d'exécution nationales (NEA)

du Brésil et de l'Indonésie.

- Le DGM Indonésie a accueilli les participants à la première réunion annuelle du Comité de pilotage international du DGM, qui s'est tenue à Bali en juillet 2015.
- Le NSC a créé un site web en bahasa indonésien pour le DGM Indonésie – www.dgmindonesia.org pour donner un maximum d'informations au public sur le DGM Indonésie. En outre, le NSC compte aussi utiliser le site web pour atteindre les communautés locales, les organisations locales de la société civile (OSC) et le grand public pour intégrer les enjeux des PAPL aux niveaux local et national.

10.4. Difficultés et problèmes rencontrés

Aucun signalé pendant la période.

10.5. Prochaines activités

- La prochaine période de référence sera consacrée à l'obtention de l'approbation du Projet national.
- Le NSC compte organiser (au moins) deux réunions pour discuter de la conception du projet, en mettant l'accent sur la chaîne des résultats et le nombre d'objectifs qui serviront de base au Document d'évaluation de projet.
- La NEA poursuivra ses consultations avec la Banque mondiale pour finaliser le budget et le plan de passation de marchés pour la Phase de préparation, qui serviront de base à la Banque mondiale pour préparer l'accord avec la NEA et les cadres opérationnels couvrant la gestion environnementale et sociale, la parité homme-femme et le mécanisme de résolution des différends.

11. Mexique

11.1. Présentation générale

Contexte

Les forêts mexicaines couvrent environ un tiers de la superficie du pays et représentent une source essentielle d'emploi, de revenus et de subsistance pour quelque 12 millions de personnes. Soixante-dix pour cent des terres mexicaines relèvent de la catégorie des « ejidos », c'est-à-dire qu'elles sont soumises à un régime foncier communautaire spécifique au Mexique. Au-delà de leur important rôle social et économique, les forêts mexicaines recèlent aussi des trésors sur le plan écologique, puisqu'elles abritent certains des niveaux de biodiversité les plus élevés au monde. Le Mexique est aussi un leader reconnu dans le domaine de la gestion forestière, avec plus de 2 000 communautés qui gèrent les forêts en suivant un plan approuvé. Des pratiques de gestion des terres non durables, comme le déboisement, le pâturage forestier, la collecte de bois de feu et les feux de forêts, menacent les ressources forestières du Mexique. En outre, la variabilité et les changements climatiques entraînent une plus grande incertitude, particulièrement en termes de sécurité alimentaire, et risquent d'exacerber les menaces qui pèsent sur les forêts mexicaines. Par le biais de sa stratégie nationale REDD+, le DGM Mexique a ciblé les groupes de PAPL dans trois sous-régions (Yucatan, Oaxaca et Jalisco).

Objectifs

Le DGM Mexique aidera le dialogue et le processus participatif avec les groupes de parties prenantes, dans le cadre de la préparation de la Stratégie nationale pour REDD+ au Mexique, mais la définition des objectifs spécifiques du projet national du DGM Mexique n'est pas encore finalisée, et les composantes ci-dessous sont à l'étude.

- Création de différents systèmes de financement (investissement ou entreprise) pour soutenir les actions visant à éviter la déforestation et la dégradation des forêts.
- Renforcement de l'économie sociale et solidaire qui soutient les activités associées à de faibles émissions de CO2
- Renforcement des capacités (administratives et techniques) des communautés et des organisations sociales.
- Suivi, communication et évaluation, permettant la création de systèmes qui aident à rendre compte des progrès et des réalisations au sein du mécanisme et auprès de publics extérieurs.
- Examen du cadre juridique et institutionnel et élaboration de propositions pour améliorer les politiques et programmes dans le secteur participant au DGM, grâce à des processus participatifs.

11.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet

Au Mexique, les activités menées pendant la période ont été axées sur la préparation de projet et la mise en place du NSC. Le NSC est composé de 15 représentants issus des sous-comités créés dans les trois régions cibles de Jalisco, Oaxaca et la péninsule du Yucatan et d'un Secrétariat technique ou Comité exécutif doté de 5 membres. Chaque sous-comité régional apportera son assistance au NSC du DGM Mexique en contribuant aux activités de planification, de mise en œuvre et de suivi dans leurs régions respectives en se basant sur les plans de travail convenus conjointement avec le NSC.

Au cours de la prochaine période de référence, le DGM Mexique poursuivra ses activités de préparation pour sélectionner une NEA et préparer le Document d'évaluation de projet du DGM Mexique. Cette phase s'accompagnera de l'organisation de cinq réunions planifiées avec les parties prenantes, au cours desquelles le NSC et les Sous-comités régionaux discuteront des sujets liés à la conception du projet. En outre, les Termes de référence pour sélectionner la NEA seront rédigés. Avec l'aide d'une société de conseil, le NSC travaille actuellement avec la Banque mondiale à la préparation du Manuel opérationnel national et du Document d'évaluation de projet et à la réalisation des études sociales et environnementales nécessaires à la préparation du projet. Le projet de Règlement intérieur du NSC sera également rédigé pendant la période.

11.3. Mise en œuvre au cours de la période

Les activités menées au cours de la période ont été axées sur la préparation du projet.

11.4. Difficultés et problèmes rencontrés

Aucun signalé pendant la période.

11.5. Prochaines activités

Les activités suivantes sont en cours ou prévues pendant la prochaine période de référence pour terminer les activités nécessaires à la préparation du projet :

- Une réunion du Comité exécutif du NSC
- Des réunions avec les sous-régions, Yucatan, Oaxaca et Jalisco
- Première réunion du NSC et du Comité exécutif
- Préparation du Document d'évaluation de projet
- Élaboration du Manuel opérationnel de projet
- Appui à la préparation des études sociales et environnementales
- Mission de la Banque mondiale avant mars

12. DGM Ghana

12.1. Présentation générale

Contexte

La croissance du Ghana est fortement tributaire des ressources naturelles, dont beaucoup ont souffert d'une dégradation importante, en particulier dans le secteur forestier. Les plantations de cacao, qui contribuent à la déforestation, figurent parmi les principales préoccupations portant sur l'Ouest du Ghana. En raison de cette menace, le reboisement de ces régions et l'amélioration de la production cacaoyère seront une priorité pour le DGM Ghana. Environ 800 000 familles participent à la production de cacao au Ghana, et cette activité génère la principale ressource fiscale du pays. Cependant, dans les régions de Brong-Ahafo (BA) et de l'Ouest, le long de la frontière avec la Côte d'Ivoire (qui constitue la zone d'intervention du DGM Ghana), les feux de forêt et la pénurie de terres pour les projets de plantation sont un problème pour ceux qui cherchent à utiliser les ressources du DGM. En général, l'utilisation communautaire des terres est autorisée par ceux qui détiennent le titre de « allodial » (le chef ou chef de famille) dans la communauté.

Objectifs

Le DGM au Ghana financera différentes activités à travers deux composantes :

Composante A :

- Promotion du développement économique et amélioration des pratiques qui renforcent l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques
- Investissements dans la gestion forestière durable

Composante B :

- Renforcement des capacités dans le leadership, la gestion et les compétences techniques des communautés

12.2. Mise en place du NSC et de la NEA, et approbation du projet

Pendant la période de référence, l'équipe nationale de la Banque mondiale a travaillé sur des consultations avec les parties prenantes visant à mettre en place le NSC du Ghana, et un nouveau service de conseil a été développé en octobre 2015 à cette fin. Dans un premier temps, des réunions de groupes thématiques ont été organisées pour identifier des organisations communautaires actives, des ONG et d'autres parties prenantes dans les régions de Brong Ahafo et de l'Ouest, qui seront les zones cibles pour le DGM Ghana. En décembre, deux réunions avec les parties prenantes régionales ont été organisées (une dans chacune des deux régions), dans lesquelles l'objectif et le processus du DGM, ainsi que leurs liens avec le FIP, ont été expliqués. Les discussions ont porté sur les profils des membres et candidats

potentiels au NSC, ainsi qu'une présentation générale du mécanisme de résolution des différends du DGM. Le NSC a été créé avec 13 membres issus des deux régions. Un Atelier de planification nationale a aussi été organisé avec des parties prenantes nationales, dans lequel deux postes nationaux ont été sélectionnés. Le DGM Ghana a identifié les membres du NSC au cours de la première réunion de ce dernier, qui a eu lieu au début de la période suivante. Le NSC s'est fixé pour objectif d'élaborer les Termes de référence pour la NEA et de procéder à l'appel à propositions et à leur examen afin de sélectionner la NEA d'ici la fin de la prochaine période.[11]

DGM Ghana : En février 2016, le Comité de pilotage national du DGM a été mis en place et M. Hayford Duodu (en bleu sur la photo) a été choisi comme représentant au Comité de pilotage international du DGM pour le DGM Ghana.

12.3. Mise en œuvre au cours de la période

Les activités menées au cours de la période ont été axées sur la préparation du projet.

12.4. Difficultés et problèmes rencontrés

Aucun signalé pendant la période.

[11] Le rapport de la visite de la GEA au Ghana, du 1er au 4 mars 2016, sera inclus dans le prochain rapport semestriel sur la mise en œuvre du projet DGM.

12.5. Prochaines activités

Les activités suivantes sont en cours ou prévues pendant la prochaine période de référence pour terminer les activités nécessaires à la préparation du projet :

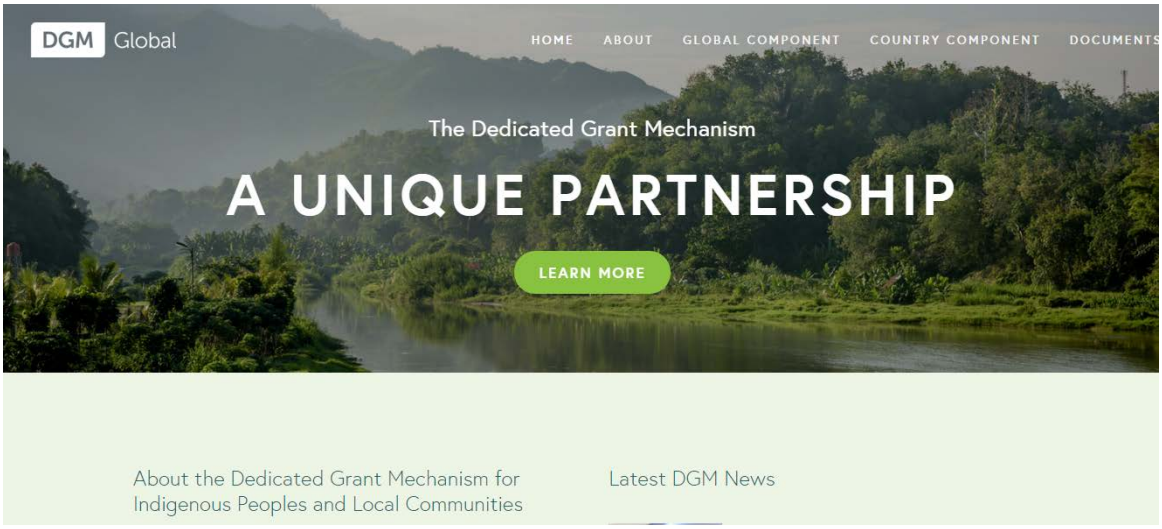
- Sélection des observateurs pour le NSC
- Appel à propositions et sélection de la NEA
- Préparation du mécanisme de résolution des différends
- Préparation du Règlement intérieur

13. RDP lao

La RDP lao n'a pas encore procédé à la mise en place de la structure du DGM, ni nommé d'observateur au DGM.

14. Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances

14.1. Présentation générale du Projet mondial



Le site web du **Projet mondial du DGM** www.dgmglobal.org a été lancé en avril 2015. Le site présente les actualités et les activités au niveau mondial ; il sert de centre de ressources pour les documents sur le DGM et comprend une page pour les membres du GSC pour faciliter la communication et la prise de

décisions.

Contexte :

Le DGM fournit les ressources nécessaires et assure le contrôle local pour les organisations de PAPL afin de faire avancer et diffuser les solutions de lutte contre les changements climatiques proposées et formulées au niveau communautaire. Cependant, les dirigeants des PAPL ont aussi travaillé à faire connaître ces connaissances et à négocier l'intégration de ces solutions dans les politiques au niveau national et mondial. Le Projet mondial du DGM viendra compléter ces efforts pour renforcer le rôle des PAPL dans la prise de décisions sur REDD+ en fournissant une plate-forme pour le renforcement des capacités, le partage des connaissances, le renforcement des réseaux et les partenariats entre organisations de PAPL. Dirigée par un Comité de pilotage international du DGM, cette plate-forme servira à renforcer les alliances existantes pour amplifier la sensibilisation sur les réalisations des PAPL grâce à une sensibilisation et à un échange de connaissances internes et externes entre les partenaires du DGM dans les pays du FIP ainsi que d'autres pays REDD+.

Objectif :

L'objectif du Projet mondial est d'organiser et de faciliter l'échange de connaissances et d'enseignements, le renforcement des capacités sur REDD+ et les questions relatives au changement climatique aux niveaux régionaux et internationaux, ainsi que de renforcer les réseaux et les alliances d'organisations de peuples autochtones et populations locales dans et entre les régions en vue d'améliorer leur représentation et leur pouvoir dans les forums politiques régionaux et internationaux. Le Projet mondial sert de structure de coordination et de promotion de l'échange de connaissances et des apprentissages entre les PAPL dans les pays du DGM ainsi que dans les pays non membres du FIP, tout en assurant le rôle de Secrétariat du Comité de pilotage international du DGM (GSC). Le projet est divisé en trois Sous-composantes :

- Apprentissage, sensibilisation et partage des informations à l'échelle mondiale - Ateliers mondiaux, régionaux et infrarégionaux organisés avec des représentants des PAPL sur les aspects politiques et techniques relatifs à REDD+ ; diffusion d'informations pertinentes et adaptées au contexte culturel grâce à des plates-formes en ligne et des moyens de travail en réseau ; et diffusion mondiale auprès des partenaires concernés.
- Fourniture d'une assistance technique et de services de secrétariat au GSC du DGM - Préparation et organisation des réunions annuelles du GSC ; fourniture d'une aide aux membres du GSC dans

des partenariats mondiaux ; création d'opportunités de leadership pour les PAPL et gestion du Mécanisme de résolution des différends du DGM au niveau mondial.

- Planification, suivi et notification – Mise en place de la planification pour le Projet mondial ainsi que du suivi et de la préparation des rapports coordonnés à l'échelle de l'ensemble du DGM, y compris les Projets nationaux et le Projet mondial, en partenariat étroit avec les Comités de pilotage nationaux (NSC) au travers des Agences d'exécution nationales (NEA) de chacun des Projets nationaux du DGM.

Comité de pilotage international du DGM Les participants en séance de travail au cours de la Première réunion annuelle du GSC, qui s'est tenue à Bali, en Indonésie, du 25 au 27 juillet 2015.

14.2. Mise en place du Projet mondial, du GSC et de la GEA

Le Sous-comité du FIP a approuvé une allocation de fonds pour le Projet mondial du DGM en juillet 2014. La Banque mondiale a lancé un processus d'appel d'offres pour la fonction d'Agence d'exécution internationale en juin 2013, qui a abouti à la sélection de Conservation International comme GEA pour le Projet mondial. Le Document du Projet mondial a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 31 mars 2015 et le Projet mondial est entré en vigueur juste avant le début de la période de référence le 17 juin 2015.

Au cours de la période de référence ont eu lieu des activités fonctionnelles visant à aider à la réalisation d'une structure de gouvernance solide pour le DGM, dirigée par le GSC, en s'appuyant sur les activités menées dans le cadre de la Subvention de préparation de projet pour le Projet mondial. Pendant cette période de préparation, la GEA a travaillé en étroite collaboration avec le Comité de transition du DGM (DGM-TC) pour terminer la préparation pour l'approbation formelle et le lancement du DGM. Des réunions et discussions initiales ont été tenues avec les Coprésidents du Comité de transition du DGM pour planifier les actions préparatoires. Des activités initiales de sensibilisation ont été menées au Forum permanent sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII) en mai 2014 et 2015. Les Coprésidents de la GEA et du Comité de transition du DGM ont participé aux réunions du Sous-comité du

FIP en Jamaïque, en juin 2014, pour aider l'approbation du Projet mondial du DGM et le Projet national du Brésil.

La deuxième réunion du Comité de transition du DGM a été organisée par la GEA en septembre 2014 à Arlington, en Virginie, aux États-Unis, pour résoudre les problèmes de préparation, comme la révision des Directives opérationnelles du DGM, un débat préliminaire sur un Plan stratégique sur cinq ans et le Budget pour la Composante mondiale, les activités de communications initiales et l'assistance technique nécessaires pour mettre en place le GSC et pour permettre aux pays du DGM de mettre en place leurs NSC. La deuxième réunion du Comité de transition du DGM- a poursuivi le travail de la première réunion, qui s'est tenue à Istanbul en 2012 et a représenté le début du transfert de direction pour le DGM, le Comité de transition laissant la place au Comité de pilotage international, qui est le nouvel organe directeur du DGM. Au cours de la réunion d'Arlington, les membres du Comité de transition du DGM ont prolongé le mandat du DGM-TC jusqu'à la première réunion du Comité de pilotage international.

Avec l'approbation du Projet mondial du DGM par le Sous-comité du FIP en juillet 2014 et par le Conseil d'administration de la Banque mondiale en mars 2015, la première réunion du GSC a été organisée en juin 2015 et a permis d'assurer la transition entre le Comité de transition du DGM et le Comité de pilotage international. Les représentants au Comité de transition du DGM de l'Indonésie, du Brésil, du Mexique, de RDC et du Burkina Faso ont continué à représenter leurs NSC au Comité de pilotage international. La représentante au Comité de transition du DGM des Philippines, un pays non membre du FIP, a poursuivi son rôle au sein du GSC. De nouveaux représentants ont été nommés en remplacement au GSC par le Pérou. À la date de la première réunion du GSC, le Ghana et la RDP Lao n'avaient pas encore mis en place leur Comité de pilotage national. Les pays qui sont en train de procéder à la mise en place de leurs Comités de pilotage nationaux sont considérés comme des Observateurs jusqu'à ce que leur NSC soit en place pour nommer un représentant au GSC. Le Ghana devait finaliser son choix d'ici la fin de cette période de référence, à savoir au début 2016. La RDP lao n'a pas encore procédé à la mise en place de la structure du DGM, ni nommé d'observateur au DGM.

14.3. Mise en œuvre du Projet mondial au cours de la période

14.3.1. Apprentissage, sensibilisation et partage des informations à l'échelle mondiale

Sensibilisation et partage des informations sur le DGM à la COP21 à Paris, en France

Le Projet mondial a organisé deux événements parallèles distincts sur le DGM au cours de la 21e Conférence des Parties (COP21) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et a financé la participation de Membres du GSC de Projets nationaux dans lesquels un NSC et une NEA avaient été mis en place. Ce financement a concerné les Membres du GSC du Brésil, du Burkina Faso, de République démocratique du Congo et du Pérou. Le représentant de l'Indonésie et la Co-présidente des Philippines étaient également présents, mais sans le soutien financier du Projet mondial. Les deux événements parallèles organisés étaient :

- **DGM : Renforcer l'action des Peuples autochtones et des populations locales visant à développer et diffuser des stratégies d'atténuation et d'adaptation** (Pavillon des Peuples autochtones, 7 décembre). Environ 70 participants ont assisté à l'événement parallèle pour écouter les 6 intervenants du GSC parler des activités prévues pour le DGM dans chacun de leurs pays.
- **DGM : Bâtir une structure de gouvernance dans laquelle les Peuples autochtones et les populations locales accèdent directement aux financements REDD+** (Pavillon de l'UICN, 10 décembre). Environ 60 participants, parmi lesquels des représentants des Peuples autochtones et des délégués gouvernementaux, ont assisté à l'événement, au cours duquel 6 intervenants du GSC ont présenté les mesures prises dans chaque pays pour mettre en place le NSC. Le Directeur principal de la Banque mondiale en charge du Changement climatique a participé au panel, en expliquant l'engagement de la Banque mondiale en faveur des PAPL.

En plus des deux événements parallèles, le GSC et la GEA ont également représenté le DGM au cours d'autres événements importants :

- **Journée Amérique latine au Pavillon des Peuples autochtones** (7 décembre). Un événement a été consacré aux mécanismes de financement pour les Peuples autochtones et le Directeur de la GEA a fait le point sur le statut du DGM, aux côtés d'autres intervenants qui se sont exprimés sur d'autres mécanismes existants pour les Peuples autochtones.
- **Événement parallèle Saweto sur le DGM au Pérou, au Pavillon Pérou** (8 décembre). Deux panels faisaient partie de cet événement, l'un dans lequel les Peuples autochtones du Pérou ont évoqué leur participation au DGM et leurs attentes à cet égard, et un deuxième dans lequel des intervenants de la Banque mondiale et de la NEA du DGM Pérou, le Fonds mondial pour la nature du Pérou, ont parlé de leur soutien au projet.
- **Forum international des Peuples autochtones sur les changements climatiques**. Les membres du GSC du DGM originaires de RDC, d'Indonésie et des Philippines ont participé aux réunions quotidiennes pour échanger sur les stratégies dans les négociations.

Communications et sensibilisation à l'échelle mondiale - Stratégie sur cinq ans

La Stratégie de sensibilisation et de communication sur cinq ans du Projet mondial a été élaborée et envoyée à la Banque mondiale pour avis de non-objection le 9 novembre dernier et aux Membres du GSC pour leur approbation, qui a été reçue le 25 janvier 2016. La Stratégie prévoit les principaux objectifs, messages, publics visés, modes de communication et rôles et responsabilités pour la communication et la sensibilisation sur le DGM à l'échelle mondiale.

Documents de communication et de sensibilisation produits pour le Projet mondial

La GEA a produit des documents de communication présentant l'objectif du DGM et ses principales activités aux parties prenantes concernées. Deux bulletins d'information du DGM ont été créés et diffusés en octobre et novembre pour présenter l'actualité des Projets nationaux, des nouveaux pays du DGM FIP, ainsi que des activités du DGM à la COP21. De plus, la GEA a produit une fiche décrivant le Programme DGM global, présentant les Projets nationaux et le Projet mondial, qui a été distribuée à la COP21 et aux partenaires. La GEA a également posté des informations régulières sur la mise en œuvre sur le site web mondial du DGM, www.dgmglobal.org. Ces activités de communication et diverses autres sont en cours.

Le GSC et la GEA ont travaillé à la conception d'un logo commun pour le DGM, qui a été finalisé en janvier et apparaît dans le pied de page de ce rapport. La GEA a aussi commencé à analyser les modèles pour réaliser une éventuelle émulation d'une plate-forme de partage des connaissances pour le DGM.

Participation du GSC au Congrès forestier mondial en Afrique du Sud

En septembre, le Coprésident du DGM du RDC a représenté le DGM au Congrès forestier mondial en Afrique du Sud (9-11 septembre 2015). Le Coprésident a parlé du DGM au cours de deux séances pendant le Congrès, l'une animée par la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et une deuxième animée par la COMIFAC.[12]En outre, il a beaucoup parlé du DGM avec les participants, et les a sensibilisé aux objectifs et à la structure de ce dernier. Le Coprésident a fait remarquer que de nombreux pays et participants n'avaient pas connaissance de l'existence du DGM et que des activités similaires supplémentaires menées par les membres du GSC seraient utiles pour mieux faire connaître le DGM.

Exploration des sujets pour les formations régionales et mondiales

Au cours de cette période de référence, le GSC et la GEA ont commencé à chercher des sujets potentiels pour les Formations régionales sur les sujets politiques et techniques liés à REDD+ et d'autres thèmes pertinents, qui commenceront en Afrique au cours de la prochaine période et se poursuivront dans d'autres régions au cours de la 2e année. Des Termes de référence sont en cours d'élaboration pour une évaluation des besoins en capacités pour le renforcement des réseaux de PAPL. Du 12 au 16 octobre 2015, un spécialiste des systèmes d'informations géographiques (SIG) de la GEA a participé à l'Atelier Google « *Geo for Good, 2015 Summit* » à San José, en Californie, où il a étudié comment les outils et plates-formes de cartographie spatiale en ligne pourraient être utilisés par la GEA du DGM pour planifier des formations régionales et de l'assistance technique avec les PAPL. Cette rencontre a aussi offert l'occasion de tenir la réunion du Sous-groupe de suivi des forêts avec des représentants du Rain Forest Trust, du World Resources Institute (WRI), de la Banque mondiale, de la FAO, de l'Institut d'études géologiques des États-Unis (USCS) et de différentes organisations non gouvernementales (ONG) pour parler du travail lié à la conservation des forêts et à la recherche de synergies entre les membres du groupe.

[12] *Commission des forêts d'Afrique centrale* - The Central African Forest Commission

14.3.2. Fourniture d'une assistance technique et de services de secrétariat au GSC

Première réunion du Comité de pilotage international à Bali, en Indonésie

L'organisation de la Première Réunion annuelle du GSC à Bali, en Indonésie, en juillet 2015, a représenté une activité de mise en œuvre importante dans le cadre de la Sous-composante 2, pendant la période de référence.[13]Les objectifs de la réunion étaient notamment de renforcer d'une part le leadership intellectuel et politique du GSC sur le processus global du DGM et d'autre part les protocoles de prise de décision du GSC basés sur des directives opérationnelles que celui-ci a élaborées.

Les Membres du GSC des Projets nationaux au Brésil, en RDC, en Indonésie, au Mexique et au Pérou ont également participé, tout comme le Membre du GSC des Philippines. Le Membre du GSC du Projet national du Burkina Faso du DGM n'a pas pu y participer. Les membres du GSC originaires du Ghana et de RDP Lao n'étaient pas désignés à cette date. Parmi les Observateurs figuraient les NEA du Brésil et d'Indonésie, l'Unité administrative des Fonds d'investissement climatiques (CIF), la Banque mondiale et le gouvernement de Norvège.

Dans le cadre des exigences de la Sous-composante Planification, suivi et notification, et à l'appui du fonctionnement du GSC et du DGM, la GEA a élaboré les documents clés suivants, qui ont tous été fournis aux membres en anglais, français, espagnol et portugais :

- Projet de Règlement intérieur pour le bon fonctionnement du GSC
- Plan de travail annuel pour la première année du Projet mondial d'apprentissage et d'échange des connaissances
- Projet de Plan stratégique sur cinq ans pour l'apprentissage et l'échange de connaissances à l'échelle mondiale
- Mécanisme de résolution des différends et procédure de traitement des plaintes du DGM

Travail de sensibilisation mondial auprès des partenaires

Au cours de la période, la GEA et le GSC ont engagé des discussions avec un large éventail de parties prenantes clés dans le cadre de réunions bilatérales ainsi que de dialogues lors d'événements internationaux.

a. *Organisations autochtones*

- Le Coprésident du GSC représentant les pays non membres du FIP et le Directeur de la GEA ont entretenu un dialogue régulier avec les leaders autochtones internationaux du Forum mondial des

populations autochtones des Nations Unies afin de coordonner l'analyse et la stratégie de négociation relative au texte de l'accord de Paris au cours de la réunion de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (OSCST) du mois d'octobre et de la COP21 à Paris. Ces réunions ont aussi offert l'occasion de fournir des informations sur le DGM et de développer des opportunités supplémentaires de sensibilisation. Lors de la COP21, le Directeur a également eu des entretiens avec des représentants de l'Organisation pour le développement intégré des pasteurs *Mainyoito* (MPIDO), du Kenya et de Sotz'il, du Guatemala. Ces deux organisations travaillent aussi sur des activités de renforcement des capacités REDD+ pour les peuples autochtones. Elles s'intéressent à la possibilité d'organiser des activités régionales conjointes avec le programme DGM.

- Le Directeur de la GEA a participé au mois d'octobre à l'événement de lancement du DGM Pérou à Lima, au Pérou, où il a engagé un dialogue avec l'AIDESEP, la [14]CONAP[15] et le Forum Abya Yala et a également assuré une présentation sur la situation du Projet mondial du DGM.

b. Organismes de financement

- Le 3 décembre dernier, le Directeur de la GEA a rencontré le Conseiller sur la Biodiversité du Programme de microfinancement (PMF) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) du PNUD afin d'examiner les options possibles pour travailler ensemble à la mise en œuvre d'un programme en faveur de boursiers autochtones. Le Directeur général du PMF FEM a participé à l'événement parallèle à la COP21 sur le DGM, au cours duquel il a insisté sur les thèmes et les zones géographiques communes avec le DGM. Une réunion de suivi a été programmée pour discuter des synergies.

- Le Directeur de la GEA a rencontré le chargé de liaison du gouvernement norvégien pour les peuples autochtones, le Conseiller principal de l'Initiative internationale pour le climat et les forêts du gouvernement norvégien (NICFI) au cours des réunions de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (OSCST) à Bonn et la correspondance associée a été consacrée à des explications sur la conception du DGM, à la fourniture d'informations préalables sur les besoins et priorités émergentes des PAPL dans les pays FIP, et aux possibilités de collaboration à l'avenir. Les conversations se sont poursuivies à la COP21 et sont toujours en cours.

- Le 14 décembre, le Directeur de la GEA a rencontré le Spécialiste technique principal pour les questions autochtones et tribales du Fonds international de développement agricole (FIDA) à Rome, en Italie. Ils ont discuté de différentes opportunités de coordination, parmi lesquelles le Forum des peuples autochtones organisé par le FIDA tous les deux ans, ainsi qu'un Fonds du

[14] *La Asociación Interétnica de Desarrollo de la Selva Peruana* - Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne
[15] *Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú* - Confédération des nationalités amazoniennes du Pérou

FIDA visant à soutenir les Peuples autochtones, notamment par l'attribution de subventions par le biais du Forum international des femmes autochtones (FIMI), de 16Tebtebba,17 et de Kivulini Trust en Afrique.

c. *Banque mondiale, FIP, et autres personnels liés au DGM*

- La GEA a également rencontré les Chefs d'équipes de projet pour les Projets nationaux DGM du Pérou, du Brésil, du Mexique, de RDC, du Ghana, d'Indonésie et du Burkina Faso. La GEA a consulté les spécialistes du suivi et de l'évaluation de la Banque mondiale et des CIF pour servir de base au Plan de suivi et de notification du DGM.
- Le 18 novembre dernier, la GEA et les chefs d'équipes du Projet mondial de la Banque mondiale ont rencontré le Conseiller principal de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (NORAD), du Département Climat, Forêts et Économie verte, de la Section pour le climat, l'énergie et l'environnement, au cours des réunions semestrielles du FIP pour fournir des informations sur le DGM, faire le point sur la mise en œuvre et explorer différentes options pour soutenir les mécanismes existants visant à renforcer les capacités des peuples autochtones et à leur fournir un accès direct au financement de la lutte contre le changement climatique.
- Collaboration avec le groupe Indufor (http://www.indufor.fi/), un cabinet de conseil avec lequel le gouvernement norvégien a passé un accord au travers du PNUD pour réaliser deux études documentaires : 1) Évaluation des fonds pour les peuples autochtones - une étude documentaire sur 20 mécanismes de financement qui ont reconnu l'importance de l'inclusion des populations autochtones dans le financement de la lutte contre le changement climatique. L'objectif de cette évaluation est de faire le point et d'évaluer les mécanismes de financement existants destinés aux peuples autochtones comme base pour éclairer les options visant à accroître le financement pour les PA au travers des mécanismes existants ou à créer un nouveau fonds pour les PA. 2) État du financement en faveur des peuples autochtones - une étude sur les mécanismes de financement existants pour les PA à l'échelle mondiale. La GEA du DGM a fourni des informations à INDUFOR sur le DGM, qui ont été utilisées dans le rapport final remis à Norvège et présenté en octobre au Forum mondial des populations autochtones. La GEA a également diffusé des synthèses des conclusions du rapport au sein de la communauté des partenaires du DGM.
- La GEA a rencontré à Washington DC des membres du NSC du Projet Saweto, de la NEA du Pérou et le chef d'équipe de projet de la Banque mondiale pour le Pérou pour faire le point sur le statut des activités du DGM au niveau mondial et également participer à leur conversation pour faire progresser la préparation de l'accord final.

[16] *Foro Internacional de Mujeres Indigenas*
[17] Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques

- La GEA a rencontré la NEA du Pérou (septembre 2015) au cours des processus de démarrage du DGM et spécifiquement pour discuter de la façon de coordonner le soutien en préparation à l'événement de lancement du mécanisme Saweto du DGM au Pérou. La discussion a principalement porté sur les opportunités de collaboration au Pérou pendant les réunions d'automne de la Banque mondiale et du FMI à Lima, et sur les plans de travail de la GEA et de la NEA.

Réunion de planification et de coordination GEA-NEA

Comme cela a été proposé et approuvé au cours de la Première réunion annuelle du GSC, la GEA a organisé une réunion de planification et de coordination avec les cinq NEA existantes du DGM pour définir les cadres de suivi et de notification, les stratégies de communication et la mise en œuvre du Mécanisme de résolution des différends pour le programme DGM. La réunion s'est tenue du 26 au 28 janvier 2016 et fera l'objet d'un compte rendu dans le prochain rapport d'avancement. La préparation de la réunion a constitué une activité importante pendant le mois de décembre 2015 de cette période de référence. Tous les frais liés aux participants et à la réunion ont été financés dans le cadre du Projet mondial.

14.3.3. Planification, suivi et notification

Planification pour le Projet mondial

En coordination avec la Banque mondiale et les Coprésidents du GSC, la GEA a élaboré plusieurs composantes importantes de la structure de gouvernance pendant cette période. Dès le début de la période de référence, et comme cela est indiqué dans la Sous-composante 2, la GEA a élaboré deux documents de planification importants pour le Projet mondial pour présentation et examen au cours de la réunion du GSC :

- **Le Plan stratégique sur cinq ans** pour l'apprentissage et l'échange de connaissances à l'échelle mondiale a mis en place les Sous-composantes et activités du Projet mondial ainsi que l'affectation budgétaire indicative pour 5 ans.
- **Le Plan de travail pour la première année** pour l'apprentissage et l'échange de connaissances à l'échelle mondiale, qui correspond au Plan stratégique sur cinq ans et détaille les activités et budgets estimés pour les activités de la première année.

Les deux documents ont été examinés et discutés au cours de la réunion du GSC. Les Membres ont formulé des demandes d'éclaircissements, notamment sur les thèmes à inclure dans les ateliers régionaux et mondiaux, et sur des détails relatifs à la Réunion de planification et de coordination GEA-NEA, qui ont été intégrés dans un Addendum au Plan de travail et envoyés aux Membres pour approbation. Les versions définitives de la Stratégie sur cinq ans et du Plan de travail pour la première année ont été approuvées le 22 octobre 2015.

Coordination d'un Cadre commun de suivi et de notification pour le DGM

Dans le Document de programme du DGM, la GEA a pour tâche de développer et coordonner un cadre commun de suivi et de notification pour l'ensemble des Projets nationaux du DGM ainsi que pour le Projet mondial du DGM, qui sert de fonction d'apprentissage et rend compte de l'avancement du DGM dans le sens des résultats attendus aux Membres du GSC, à la Banque mondiale et au Sous-comité du FIP. Pour remplir ce mandat, et conformément aux demandes formulées lors de la première réunion du GSC, la GEA a commencé à élaborer un Cadre de suivi et de notification pour l'ensemble du DGM. Le processus s'accompagne de l'élaboration d'une Théorie du changement et d'un Cadre logique du DGM qui identifie les résultats attendus du DGM à court, moyen et long termes avec des indicateurs de résultats. Le cadre comprend les cinq principaux indicateurs du DGM identifiés dans le Document de programme du DGM. L'activité sera achevée dans la période à venir et présentée aux Membres du GSC au cours de la Deuxième réunion annuelle du GSC et au chef d'équipe de projet mondial DGM de la Banque mondiale pour examen. Le cadre approuvé sera suivi par un document de méthodologie détaillé fournissant des indications sur la mesure de tous les indicateurs communs.

14.3.4. Prochaines activités

On trouvera ci-après un aperçu des principales activités prévues pour la prochaine période de référence : Une liste complète d'activités du Plan de travail pour la première année du Projet mondial, avec l'état d'avancement de chaque activité, peut être consultée à l'Annexe A.

- La GEA préparera le plan de travail et le budget pour l'exercice 2017 à l'intention de la Banque mondiale et du GSC à la fin mars 2016.
- La Deuxième réunion annuelle du GSC doit avoir lieu du 25 au 27 avril 2016 à Kinshasa, en RDC. Le projet d'ordre du jour comprend : i) des mises à jour sur les Projets nationaux ; ii) la présentation et la demande d'approbation du Cadre de suivi et de notification pour le DGM dans son ensemble, iii) la présentation et la demande d'approbation du Plan de travail et du budget des activités pour la deuxième année du Projet mondial.
- Un événement parallèle de sensibilisation est également prévu au cours du Forum permanent sur les questions autochtones des Nations Unies, qui se tiendra à New York du 9 au 13 mai 2016.
- Une méthodologie d'évaluation des besoins techniques pour chacune des régions du DGM est en cours d'élaboration - L'étude servira de base aux activités de partage des connaissances et d'apprentissage de la GEA. Les Termes de référence de l'Évaluation des besoins régionaux pour l'Afrique ont été démarrés, et l'évaluation devrait commencer au premier semestre de 2016.
- Une Formation régionale du DGM est prévue pour l'Afrique et devrait avoir lieu au Burkina Faso en juin 2016. Cet événement, qui figurait initialement dans les activités de la deuxième année, a

été déplacé dans le Plan de travail de la première année afin de commencer à assurer le plus tôt possible la sensibilisation et la formation auprès des organisations des PAPL.

14.3.5. Enseignements tirés, problèmes et opportunités

À ce stade initial de la mise en œuvre du Projet mondial, plusieurs problèmes ont été observés par la GEA et le GSC et méritent d'être signalés en tant que difficultés potentielles à résoudre.

- Étant donné les différentes composantes et les différents acteurs intervenant dans le DGM, il a été observé que la complexité des relations organisationnelles entre le GSC, la GEA, le NSC, la NEA, les chefs d'équipe de projet de la Banque mondiale et le FIP, notamment les rôles et responsabilités respectives, exige des communications claires et cohérentes.
- Les Projets nationaux du DGM ont différents calendriers pour la mise en place du Projet national en fonction du contexte du pays et, par conséquent, les Projets de pays sont approuvés à des dates différentes. La GEA note que cela aura des implications pour la coordination du suivi, de la notification et des communications sur la mise en œuvre du DGM.
- Pour que le GSC et la GEA aient une interaction efficace et permettre un partage des connaissances avec les membres du GSC provenant de 14 pays différents dans les langues officielles de la banque, à savoir l'anglais, le français, l'espagnol et le portugais, la GEA a observé qu'il existe des besoins importants de traduction et d'interprétation. La GEA va travailler avec le GSC sur les meilleures approches pour répondre à ces besoins dans le cadre du budget existant. Cependant, il est possible que les coûts élevés de la traduction et de l'interprétation aient un impact sur le financement disponible pour d'autres activités.